

EVIDENCE

OTTAWA, Monday, March 21, 2022

The Standing Senate Committee on National Security and Defence met with videoconference this day at 2:02 p.m. [ET] to examine and report on issues relating to security and defence in the Arctic.

Senator Tony Dean (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Welcome to the Standing Senate Committee on National Security and Defence. I'm Tony Dean, senator from Ontario and the chair of the committee. Those participating virtually are asked to have their microphones muted at all times unless recognized by name by the chair and will be responsible for turning their microphones on and off during the meeting.

Before speaking, please wait until you are recognized by name, and once you have been recognized please pause for a few seconds to let the audio signal catch up to you. When speaking, please speak slowly and clearly and do not use the speakerphone.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk and we will work to resolve the issue. If you experience other technical challenges, please contact the committee clerk with the technical assistance number provided. Please note that we may need to suspend during these times, as we need to ensure that all members are able to participate fully.

Finally, I'd like to remind all participants that Zoom screens should not be copied, recorded or photographed. You may use and share official proceedings posted on the SenVu website for that purpose.

I would now like to introduce the members of the committee who are participating in today's meeting. First we have the deputy chair of the committee, Jean-Guy Dagenais from Quebec. And our members: Senator Pierre-Hugues Boisvenu, Quebec; Senator Donna Dasko from Ontario; Senator Marty Deacon, Ontario; Senator Mobina Jaffer from British Columbia; Senator Marty Klyne, Saskatchewan; Senator Terry Mercer, Nova Scotia; Senator Victor Oh, Ontario; Senator Ravalia representing Newfoundland; Senator David Richards from New Brunswick; and Senator Hassan Yussuff, Ontario.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 21 mars 2022

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense se réunit aujourd'hui, à 14 h 2 (HE), avec vidéoconférence, pour examiner les questions relatives à la sécurité et à la défense dans l'Arctique et en faire rapport.

Le **sénateur Tony Dean** (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bienvenue devant le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. Je suis Tony Dean, sénateur de l'Ontario et président du comité. Il est demandé aux personnes qui participent virtuellement à la séance de couper leur micro en tout temps, à moins que le président ne les nomme, et elles sont responsables d'allumer et d'éteindre leur micro pendant la séance.

Avant de prendre la parole, veuillez attendre d'être nommé, et une fois que vous l'êtes, veuillez patienter quelques secondes pour permettre au signal audio de vous suivre. Lorsque vous avez la parole, veuillez parler lentement et clairement et ne pas utiliser le haut-parleur.

Si vous rencontrez des difficultés techniques, notamment en ce qui concerne l'interprétation, veuillez le signaler au président ou à la greffière, et nous nous efforcerons de régler le problème. Si vous éprouvez d'autres difficultés techniques, veuillez communiquer avec la greffière du comité en utilisant le numéro de soutien technique fourni. Veuillez garder à l'esprit qu'il se peut que nous devions suspendre la séance dans ces circonstances, car nous devons veiller à ce que toutes les sénatrices et tous les sénateurs soient en mesure de participer pleinement.

Enfin, je tiens à rappeler à tous les participants que les écrans Zoom ne doivent pas être copiés, enregistrés ou photographiés. Vous pouvez utiliser et partager les comptes rendus officiels publiés sur le site Web SenVu à cette fin.

Je voudrais maintenant présenter les membres du comité qui participent à la séance d'aujourd'hui. Nous avons d'abord le vice-président du comité, Jean-Guy Dagenais, du Québec. Et nos sénatrices et sénateurs : le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu, du Québec; la sénatrice Donna Dasko, de l'Ontario; la sénatrice Marty Deacon, de l'Ontario; la sénatrice Mobina Jaffer, de la Colombie-Britannique; le sénateur Marty Klyne, de la Saskatchewan; le sénateur Terry Mercer, de la Nouvelle-Écosse; le sénateur Victor Oh, de l'Ontario; le sénateur Ravalia, de Terre-Neuve; le sénateur David Richards, du Nouveau-Brunswick; et le sénateur Hassan Yussuff, de l'Ontario.

Senators, today we begin our study on security and defence in the Arctic including military infrastructure and security capabilities, matters that have taken on evermore importance since we agreed on this study several weeks ago.

We are pleased to welcome today from Global Affairs Canada, Kevin Hamilton, Director General, International Security Policy; Stephen Randall, Director, Oceans, Environmental and Aerospace Law Division; and Heidi Lorraine Kutz, Senior Arctic Official and Director General for Arctic, Eurasian, and European Affairs. From Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada, Wayne Walsh, Director General, Northern Strategic Policy Branch, Northern Affairs Organization. From the Department of National Defence and the Canadian Armed Forces Major-General M.C. Wright, Commander, Canadian Forces Intelligence Command and Chief of Defence Intelligence; Brigadier-General Pascal Godbout, Commander, Joint Task Force North; and Jonathan Quinn, Director, General Continental Policy.

Thank you all for joining us today by videoconference. We will begin by inviting you to provide your opening remarks which will be followed by questions from our members.

We will open today with remarks from Global Affairs Canada. Mr. Hamilton, the floor is yours.

Kevin Hamilton, Director General, International Security Policy, Global Affairs Canada: Thank you, Mr. Chair. Good afternoon, senators. We welcome the opportunity to join you today to discuss the evolving security environment in the Arctic.

In security terms, Canadians have long benefited from the protection afforded by our geography, and this is particularly true of our Northern approaches, although this factor is changing.

[*Translation*]

Since the end of the Cold War, the circumpolar Arctic has been referred to as a region of international cooperation and peace. The region remains peaceful to this day. However, Russia's unprovoked invasion of Ukraine shows Russia's lack of respect for basic international principles of sovereignty and territorial integrity.

These principles are the foundation for cooperation in the Arctic. For these reasons, the like-minded Arctic states must respond in a strong and coordinated manner. This includes

Chers collègues, nous commençons aujourd'hui notre étude sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, notamment en ce qui concerne l'infrastructure militaire et les capacités de sécurité, des questions qui ont gagné en importance depuis que nous avons convenu de réaliser cette étude il y a plusieurs semaines.

Nous avons le plaisir de compter parmi nous aujourd'hui Kevin Hamilton, directeur général de la Politique de sécurité internationale; Stephen Randall, directeur de la Division du droit des océans, de l'environnement, de l'air et de l'espace, et Heidi Lorraine Kutz, haute représentante pour l'Arctique et directrice générale des Affaires arctiques, eurasiennes et européennes d'Affaires mondiales Canada. Ensuite, nous entendrons Wayne Walsh, directeur général, de la Direction générale des politiques stratégiques du Nord, Organisation des affaires du Nord, des Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, et enfin, le major-général M.C. Wright, commandant du Commandement du renseignement des Forces canadiennes et chef du Renseignement de la Défense; le brigadier-général Pascal Godbout, commandant de la Force opérationnelle interarmées (Nord) et Jonathan Quinn, directeur de la Politique générale continentale du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes.

Je vous remercie tous d'être présents aujourd'hui par vidéoconférence. Nous allons commencer par vous inviter à nous faire part de votre déclaration liminaire, qui sera suivie des questions de nos sénatrices et sénateurs.

Nous commencerons aujourd'hui par la déclaration d'Affaires mondiales Canada. Monsieur Hamilton, vous avez la parole.

Kevin Hamilton, directeur général, Politique de sécurité internationale, Affaires mondiales Canada : Je vous remercie, monsieur le président. Bon après-midi, mesdames et messieurs. Nous sommes heureux de pouvoir nous joindre à vous aujourd'hui pour discuter de l'évolution de l'environnement de sécurité en Arctique.

Au chapitre de la sécurité, les Canadiens ont longtemps bénéficié de la protection qu'offre notre situation géographique, ce qui est particulièrement vrai en ce qui concerne nos approches nordiques, bien que ce facteur soit en train de changer.

[*Français*]

Depuis la fin de la Guerre froide, l'Arctique circumpolaire est qualifié de région de coopération et de paix internationales. Cette région demeure pacifique à ce jour, mais l'invasion non provoquée de la Russie en Ukraine témoigne du manque de respect de la Russie des principes internationaux fondamentaux de la souveraineté et de l'intégrité territoriale.

Ces principes sont le fondement de la coopération dans l'Arctique. C'est pourquoi il est si important que les États arctiques aux vues similaires réagissent de manière ferme et

suspending their cooperation with Russia in regional forums such as the Arctic Council.

In addition, as climate change makes the region more accessible, we've seen increased international activity, including by non-Arctic states.

[English]

Alongside considerable opportunities in international shipping, scientific research, tourism and natural resources come safety and security challenges that must be addressed.

China's interests and ambitions in the Arctic are both economic and geostrategic and mirror its increasing engagement in global governance more broadly. We understand many of the Chinese activities in and around the Arctic have dual-use purposes and could be used to advance China's strategic and military interests. China views itself, erroneously, as a "near-Arctic" state and has described the polar regions, alongside the seabed and outer space, as one of the world's new "strategic frontiers." Canada's evolving approach to China acknowledges the complexity of the relationship and the need to challenge, compete and cooperate, for instance, on climate change, and coexist as necessary.

Canada's Arctic and Northern Policy Framework and national defence policy, Strong, Secure, Engaged, outline security challenges and risks faced by Canada in the Arctic.

Key initiatives the Government of Canada is taking to mitigate and address these risks and threats include strengthening Canada's domain awareness, surveillance and command and control capabilities in the Arctic; working closely with allies and partners on Arctic issues; and strengthening the rules-based international order.

Despite increasing tensions, generally, and in the current context of Ukraine between Russia and the West, a quick scan of the circumpolar map shows that Canada shares the Arctic with a number of like-minded allies and partners. Of the eight members of the Arctic Council, five are NATO allies, and Finland and Sweden are close NATO partners.

Of course, our partnership with the U.S. is of critical importance to North American security. Last year, Prime Minister Trudeau and President Biden signed the Roadmap for a Renewed U.S.-Canada Partnership, which commits Canada and

coordonnée, y compris en mettant en pause leur coopération avec la Russie au sein de tribunes régionales comme le Conseil de l'Arctique.

De plus, comme les changements climatiques rendent la région plus accessible, nous y avons constaté une activité internationale accrue, y compris par des États non arctiques.

[Traduction]

Les occasions importantes qu'offrent le transport maritime international, la recherche scientifique, le tourisme et les ressources naturelles s'accompagnent de défis à relever en matière de sûreté et de sécurité.

Les intérêts et les ambitions de la Chine dans l'Arctique sont de nature tant économique que géostratégique et ils reflètent son engagement croissant dans la gouvernance mondiale de manière générale. Nous comprenons que bon nombre des activités chinoises menées en Arctique et dans les environs ont un double but et pourraient être utilisées pour faire avancer les intérêts stratégiques et militaires de la Chine. La Chine se qualifie, à tort, d'État « quasi arctique » et a décrit les régions polaires, ainsi que les fonds marins et l'espace extra-atmosphérique, comme étant les nouvelles « frontières stratégiques » du monde. L'approche en évolution du Canada concernant la Chine reconnaît la complexité de la relation et la nécessité de relever des défis, de rivaliser et de coopérer, par exemple, sur la question des changements climatiques, et de coexister au besoin.

Le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord du Canada et la politique de défense nationale intitulée « Protection, Sécurité, Engagement », exposent les défis et les risques en matière de sécurité rencontrés par le Canada dans l'Arctique.

Les initiatives principales prises par le gouvernement du Canada en vue de réduire ces risques et ces menaces et d'y faire face consistent notamment à renforcer la sensibilisation, la surveillance et les capacités de commandement et de contrôle du Canada dans l'Arctique dans ce domaine, à collaborer étroitement avec les alliés et les partenaires sur les questions arctiques et à renforcer l'ordre international fondé sur des règles.

Malgré les tensions qui se font de plus en plus fortes, en général, et dans la situation actuelle en Ukraine qui oppose la Russie et l'Occident, un survol rapide de la carte circumpolaire montre que le Canada partage l'Arctique avec un certain nombre d'alliés et de partenaires ayant une vision similaire. Parmi les huit membres du Conseil de l'Arctique, cinq sont des alliés de l'OTAN, et la Finlande et la Suède sont de proches partenaires de l'OTAN.

Bien entendu, notre partenariat avec les États-Unis est d'une importance capitale pour la sécurité de l'Amérique du Nord. L'année dernière, le premier ministre Trudeau et le président Biden ont signé la Feuille de route pour un partenariat renouvelé

the U.S. to expanding cooperation on continental defence and in the Arctic, including by modernizing NORAD.

My colleagues at National Defence will expand upon NORAD momentarily, but it's important for me to note that the view of Global Affairs Canada is that investing in our domestic defence and Arctic capabilities allows us to engage more effectively globally.

Canada is also well served by its membership in NATO. As Secretary General Stoltenberg made clear in his address to the Ottawa Conference on Security and Defence on March 9, NATO "will protect and defend every inch of Allied territory." This territory, of course, includes the Canadian Arctic.

[*Translation*]

While geopolitical tensions are the focus of today's discussions, we must remember that global climate change remains a serious threat to the Arctic and its people, including Indigenous communities.

[*English*]

In this respect, Canada continues to show leadership on climate issues, including how climate impacts our security. Global Affairs Canada and the Department of National Defence are working together to establish a NATO Centre of Excellence on Climate and Security in Canada, which we hope will be operational by summer 2023, subject to NATO approval processes.

Climate change impacts on the Arctic security environment will be one of the many topics that Canada and our allies will address through this new centre of excellence.

[*Translation*]

Despite the heightened tensions and competition, like-minded Arctic states must continue to defend and strengthen the rules-based international order in the Arctic in order to address global challenges and seize regional opportunities.

Thank you.

[*English*]

The Chair: Thank you, Mr. Hamilton. Next, we will hear from the Department of National Defence. Major-General Wright, please proceed if you are ready.

États-Unis—Canada, qui engage le Canada et les États-Unis à élargir leur coopération en matière de défense continentale et dans l'Arctique, notamment en modernisant le Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, soit NORAD.

Mes collègues de la Défense nationale vous parleront du NORAD dans un instant, mais je tiens à mentionner que le point de vue d'Affaires mondiales Canada est que l'investissement dans notre défense nationale et nos capacités en Arctique nous permet de partager plus efficacement à l'échelle mondiale.

Le Canada tire également des avantages de son appartenance à l'OTAN. Comme le secrétaire général Stoltenberg l'a clairement fait savoir dans son discours à la Conférence sur la sécurité et la défense du 9 mars à Ottawa, l'OTAN « protégera et défendra chaque pouce du territoire allié ». Ce territoire, bien entendu, comprend l'Arctique canadien.

[*Français*]

Bien que les tensions géopolitiques soient à l'avant-plan des discussions aujourd'hui, nous devons nous rappeler que les changements climatiques mondiaux demeurent une grave menace à l'Arctique et son peuple, y compris les collectivités autochtones.

[*Traduction*]

À cet égard, le Canada continue de faire preuve de leadership concernant les problèmes climatiques, notamment en ce qui concerne la manière dont le climat a une incidence sur notre sécurité. Affaires mondiales Canada et le ministère de la Défense nationale collaborent en vue de créer un Centre d'excellence de l'OTAN sur le climat et la sécurité au Canada, qui, nous l'espérons, sera actif à l'été 2023, sous réserve des processus d'approbation de l'OTAN.

Les répercussions du changement climatique sur l'environnement de sécurité de l'Arctique seront l'un des nombreux sujets que le Canada et ses alliés aborderont dans le cadre de ce nouveau centre d'excellence.

[*Français*]

Malgré les tensions et la concurrence accrues, les États arctiques aux vues similaires doivent continuer de défendre et de renforcer l'ordre international fondé sur des règles en Arctique, de façon à faire face aux défis mondiaux et à saisir les possibilités régionales.

Merci.

[*Traduction*]

Le président : Je vous remercie, monsieur Hamilton. Nous allons maintenant entendre le ministère de la Défense nationale. Major-général Wright, si vous êtes prêt, allez-y.

Major-General M.C. Wright, Commander, Canadian Forces Intelligence Command and Chief of Defence Intelligence, Department of National Defence and the Canadian Armed Forces: Mr. Chair and senators, thank you very much for the invitation this afternoon to speak on Arctic security issues from a defence intelligence perspective.

I'm the Commander of Canadian Forces Intelligence Command (CFINTCOM) and Chief of Defence Intelligence. In the role of Commander of CFINTCOM, I exercise command and control over the uniformed members in the command on behalf of the Chief of the Defence Staff. I am also double-headed as the Chief of Defence Intelligence, where I am directly accountable to the deputy minister and to the Chief of the Defence Staff for providing oversight, policy direction and integration of the defence intelligence enterprise.

It's worth highlighting that defence intelligence is the only all-source intelligence enterprise within Canada. This is an important point in the context of the Arctic. For example, some of the defence capabilities, such as geospatial intelligence and technical and scientific intelligence, are the only ones available to the Government of Canada to assess the impact of climate change on Arctic security.

With regard to Arctic security issues, Russia and China are the state actors that pose the greatest threats to Canadian and other Western interests in the Arctic. CFINTCOM has long assessed that Russia views the Arctic as critical to its overall national security and to its economic development and prosperity. As the Chief of the Defence Staff recently stated, the threat of a Russian incursion into Canada's Arctic is low. However, Russia is militarizing their North. For example, they have reoccupied formerly abandoned Cold War bases, and as we look at the North and the relatively low population density, it is not inconceivable that our sovereignty may be challenged.

Russia's invasion of Ukraine late last month will also undermine the effectiveness of Arctic governance and may lead to heightened security tensions in the Arctic as Russia's policy goal to maintain the region as a low-tension zone of peace is thrown into question by its escalating military aggression against its neighbour.

Major-général M.C. Wright, commandant, Commandement du renseignement des Forces canadiennes et chef, Renseignement de la Défense, ministère de la Défense nationale et Forces armées canadiennes : Monsieur le président et sénatrices et sénateurs, je vous remercie de m'avoir invité cet après-midi à prendre la parole sur les questions de sécurité dans l'Arctique du point de vue du renseignement de la défense.

Je suis le commandant du Commandement du renseignement des Forces canadiennes, le COMRENSFC, et le chef du Renseignement de la Défense. Dans le cadre de mon rôle en tant que commandant de la COMRENSFC, je suis chargé de commander et de contrôler les membres en uniforme du Commandement au nom du chef d'état-major de la défense. Je joue également un autre rôle en tant que chef du Renseignement de la Défense, où je relève directement du sous-ministre et du chef d'état-major de la défense pour ce qui est de la surveillance, de l'orientation stratégique et de l'intégration des activités du Renseignement de la Défense.

Il convient de souligner que le Renseignement de la Défense est la seule entreprise de renseignement provenant de toutes les sources au Canada. Il s'agit d'un point important dans le contexte de l'Arctique. Par exemple, certaines des capacités de défense, comme le renseignement géospatial et le renseignement technique et scientifique, constituent les seuls moyens dont dispose le gouvernement du Canada pour évaluer les répercussions des changements climatiques sur la sécurité de l'Arctique.

En ce qui concerne les questions relatives à la sécurité de l'Arctique, la Russie et la Chine sont les acteurs étatiques qui menacent le plus les intérêts canadiens et occidentaux dans l'Arctique. Le COMRENSFC juge depuis longtemps que la Russie considère l'Arctique comme un élément essentiel à l'ensemble de sa sécurité nationale ainsi qu'à son développement économique et à sa prospérité. Comme le chef d'état-major de la défense l'a déclaré récemment, la menace d'une incursion russe dans l'Arctique canadien est faible. Cependant, la Russie est en train de militariser son territoire nordique. Par exemple, la Russie a réoccupé les anciennes bases abandonnées de la Guerre froide, et si nous regardons le Nord et la densité de population relativement faible, il n'est pas inconcevable que notre souveraineté soit menacée.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie à la fin du mois dernier compromettra également l'efficacité de la gouvernance de l'Arctique et pourrait entraîner des tensions plus importantes concernant la sécurité de l'Arctique, puisque l'objectif stratégique de la Russie de maintenir la région comme une zone de paix à faible tension est remis en question par son agression militaire croissante envers son voisin.

To turn to China, China is also developing a foothold in the Arctic region by the need to acquire additional energy and food sources and shortened shipping routes. A self-styled “near-Arctic state,” China has yet to conduct military activities in the Arctic, limiting its deployments to the sub-Arctic waters of the Bering and Baltic Seas. However, China employs a wide range of below-threshold tactics in the Arctic, using all levels of state power while avoiding direct confrontation and assuaging concerns about malicious intent.

Finally, we are seeing the impacts of climate change in the region. With the melting of sea ice, access to the region and associated activities are increasing, and this will have a significant impact on the security situation in the Arctic.

Mr. Chair, this concludes my opening remarks. Along with my fellow colleagues on the panel, I look forward to answering your questions. Thank you.

The Chair: Thank you very much, Major-General. I understand that Brigadier-General Godbout and Mr. Quinn would like to introduce themselves briefly. Brigadier-General Godbout, please go ahead.

Brigadier-General Pascal Godbout, Commander, Joint Task Force North, Department of National Defence and the Canadian Armed Forces: Mr. Chair and senators, thank you for this opportunity to speak about Arctic security. I am speaking to you from Samba K'e on Chief Drygeese territory in Treaty 8, the traditional home of the Yellowknife Dene and the North Slave Métis. This land is also known as Yellowknife, Northwest Territories.

The role of Joint Task Force North is to lead Canadian Armed Forces Northern operations across all three territories. My responsibilities do not include coordination of NORAD operations or search and rescue, which fall under other organizations.

[Translation]

The permanent presence of the Canadian Armed Forces in the North consists of approximately 340 defence team members and 1,350 Canadian Rangers. Canadian Armed Forces personnel and infrastructure are located in Whitehorse, Yellowknife, Inuvik, Iqaluit, Canadian Forces Station Alert, Resolute, Fort Eureka and Nanisivik. We also have Canadian Rangers in 65 of the 72 northern communities. There are 47 North Warning System sites in Canada.

Quant à la Chine, elle est aussi en train de prendre pied dans la région arctique, poussée par la nécessité d'acquérir des sources d'énergie et de nourriture supplémentaires et de raccourcir les routes de navigation. La Chine, qui s'est qualifiée d'« État quasi arctique », n'a pas encore mené d'activités militaires en Arctique, et a limité ses déploiements dans les eaux subarctiques de la mer de Béring et de la mer Baltique. Néanmoins, la Chine utilise une vaste panoplie de tactiques inférieures au seuil établi dans l'Arctique, en recourant à tous les niveaux de pouvoir de l'État tout en évitant la confrontation directe et en apaisant les craintes d'intentions malveillantes.

Enfin, nous constatons les répercussions du changement climatique dans la région. En raison de la fonte de la glace marine, l'accès à la région et les activités connexes augmentent, et cela aura un impact important sur la situation de la sécurité dans l'Arctique.

Monsieur le président, cela conclut ma déclaration liminaire. Je suis impatient, avec mes collègues, de répondre à vos questions. Je vous remercie.

Le président : Merci beaucoup, major-général. Je crois comprendre que le brigadier-général Godbout et M. Quinn aimeraient se présenter brièvement. Brigadier-général Godbout, allez-y.

Brigadier-général Pascal Godbout, commandant, Force opérationnelle interarmées (Nord), ministère de la Défense nationale et Forces armées canadiennes : Monsieur le président et mesdames et messieurs, je vous remercie de me donner l'occasion de parler de la sécurité dans l'Arctique. Je vous parle à partir de Samba K'e, sur le territoire du chef Drygeese, visé par le Traité n° 8, soit le foyer traditionnel des Dénés de Yellowknife et des Métis de North Slave. Ce territoire est également connu sous le nom de Yellowknife, situé dans les Territoires du Nord-Ouest.

Le rôle de la Force opérationnelle interarmées (Nord) est de diriger les opérations des Forces armées canadiennes dans les trois territoires du Nord. Je ne suis pas responsable de la coordination des opérations du NORAD ni des activités de recherche et sauvetage, qui relèvent d'autres organisations.

[Français]

La présence permanente des Forces armées canadiennes dans le Nord se compose d'environ 340 membres de l'équipe de défense et de 1 350 Rangers canadiens. Le personnel et l'infrastructure des Forces armées canadiennes sont situés à Whitehorse, Yellowknife, Inuvik, Iqaluit, la station des Forces canadiennes Alert, Resolute, Fort Eureka, Nanisivik. Nous avons aussi des Rangers canadiens dans 65 des 72 communautés du Nord et il y a 47 sites du Système d'alerte du Nord situés au Canada.

The activities of Joint Task Force North can be grouped into four roles: the demonstration of a visible and ongoing presence; surveillance and monitoring; support for the people and communities in the North; and cooperation with the government as a whole.

[English]

Partnerships are critical to our success. As such, we routinely collaborate with other federal departments, territorial and Indigenous governments, academia and international partners. We plan and execute deliberate operations throughout the year, which include Operation NANOOK, specifically the following: Op NANOOK-NUNALIVUT, demonstrating our ability to project and sustain forces in the High Arctic under the harshest conditions, testing capabilities as well as interoperability with allies; Op NANOOK-TATIGIIT, a whole-of-government operation focused on cooperation in addressing key threats identified by territorial governments; Op NANOOK-NUNAKPUT, which is focused on increasing our presence and surveillance along the Northwest Passage in cooperation with mission partners; and Op NANOOK-TUUGAALIK, demonstrating the Royal Canadian Navy's ability to project and consult surveillance in the North and operate with partners and allies.

Then we have Operation LIMPID to keep a routine watch over Canada's aerospace, maritime and land domains and Op NEVUS, the annual maintenance of the High Arctic Data Communication System.

[Translation]

We also carry out contingency operations when required. These include Operation LASER, the Canadian Armed Forces' response to a global pandemic situation; Operation LENTUS, the Canadian Armed Forces' response to natural disasters in Canada; and support for ground search and rescue operations coordinated by other organizations.

[English]

Finally, as I mentioned, partnerships are critical to our success, and we participate in various forums that advance that collaboration. This includes the Arctic Security Working Group, the Arctic Security Forces Roundtable, Advancing Collaboration in Canada-U.S. Arctic Regional Security, or ACCUSARS, Arctic symposiums and various engagements throughout the year.

Thank you again, Mr. Chair and I'll be happy to answer questions on these roles and activities.

Les activités de la Force opérationnelle interarmées (Nord) peuvent être regroupées en quatre rôles : la démonstration d'une présence visible et persistante, la surveillance et le contrôle, le soutien aux populations et aux communautés du Nord, et la coopération avec l'ensemble du gouvernement.

[Traduction]

Les partenariats sont essentiels à notre succès. Pour cette raison, nous collaborons régulièrement avec d'autres ministères fédéraux, les gouvernements territoriaux et autochtones, des universités et des partenaires internationaux. Nous planifions et exécutons des opérations délibérées tout au long de l'année, dont l'opération NANOOK et plus particulièrement les suivantes : l'opération NANOOK-NUNALIVUT, démontrant notre capacité de projeter et de maintenir des forces dans l'Extrême-Arctique dans les conditions les plus difficiles, et en testant les capacités ainsi que l'interopérabilité avec les alliés; l'opération NANOOK-TATIGIIT, une opération pangouvernementale axée sur la coopération en vue de lutter contre les principales menaces relevées par les gouvernements territoriaux; l'opération NANOOK-NUNAKPUT, qui vise à augmenter notre présence et notre surveillance le long du passage du Nord-Ouest en coopération avec les partenaires de la mission; et l'opération NANOOK-TUUGAALIK, qui démontre la capacité de la Marine royale canadienne à projeter et à consulter la surveillance dans le Nord et à agir de concert avec les partenaires et les alliés.

Ensuite, nous avons l'opération LIMPID, qui vise à assurer une surveillance courante des domaines aérien, maritime, terrestre et aérospatial du Canada et l'opération NEVUS, chargée de l'entretien annuel du Système de transmission de données de l'Extrême-Arctique.

[Français]

Nous exécutons également des opérations de contingence lorsque cela est nécessaire, notamment l'opération LASER, la réponse des Forces armées canadiennes à une situation de pandémie mondiale, l'opération LENTUS, la réponse des Forces armées canadiennes aux catastrophes naturelles au Canada et finalement le soutien aux opérations de recherche et sauvetage au sol, qui sont coordonnées par d'autres organisations.

[Traduction]

Enfin, comme je l'ai mentionné, les partenaires sont essentiels à notre succès, et nous participons à diverses tribunes qui favorisent cette collaboration. Il s'agit notamment du Groupe de travail sur la sécurité de l'Arctique, de la Table ronde sur les forces de sécurité de l'Arctique, l'initiative Advancing Collaboration in Canada-U.S. Arctic Regional Security, ou ACCUSARS, les symposiums de l'Arctique et diverses autres tribunes au cours de l'année.

Merci encore, monsieur le président, et je serai ravi de répondre aux questions concernant ces rôles et ces activités.

The Chair: Thank you, brigadier-general.

We move now to Mr. Quinn.

Jonathan Quinn, Director, General Continental Policy, Department of National Defence and the Canadian Armed Forces: Thank you very much. Good afternoon, Mr. Chair and honourable senators. Thank you for the opportunity to speak about Arctic security and our current efforts to strengthen continental defence.

My name is Jonathan Quinn, Director, General Continental Policy at the Department of National Defence. My division is responsible for strategic policy development in the areas of continental and Arctic defence, NORAD modernization and the military use of cyberspace and other emerging capabilities.

To help frame this discussion, I'll speak briefly to the policy direction that's guiding National Defence's current efforts in the Arctic, the evolving Arctic security environment, and we'll also touch very briefly on future plans, in particular with respect to NORAD modernization.

Canada's defence policy, *Strong, Secure, Engaged*, released in 2017, provided a strong foundation for Canada's defence and outlined a number of capability investments supporting domestic and continental defence, including the acquisition of new Arctic and offshore patrol ships, a new fleet of fighter aircraft, remotely piloted aerial systems and space-based surveillance and communications capabilities.

The policy also notes the importance of conducting joint exercises with Arctic allies and partners and enhancing situational awareness and information sharing in the Arctic, including with NATO.

Our work is also informed by the Arctic and Northern Policy Framework, which was released in 2019, and which includes a safety, security and defence chapter that reinforces the guidance and commitments made in *Strong, Secure, Engaged* and also reiterates the need for the Canadian Armed Forces to enhance its ability to operate in the Arctic.

Importantly, our approach to bolstering our defence capabilities has been grounded in strengthening our partnerships with other government departments and provincial, territorial and Indigenous governments.

In the time since those two guiding policies documents were published, the Arctic security environment has continued to evolve. The Canadian Arctic is warming at three times the global

Le président : Merci, monsieur le brigadier-général.

Nous passons maintenant à M. Quinn.

Jonathan Quinn, directeur, Politique générale continentale, ministère de la Défense nationale et Forces armées canadiennes : Merci beaucoup. Bon après-midi, monsieur le président et honorables sénatrices et sénateurs. Je vous remercie de me donner l'occasion de parler de la sécurité dans l'Arctique et de nos efforts actuels pour renforcer la défense continentale.

Mon nom est Jonathan Quinn et je suis le directeur de la Politique générale continentale au ministère de la Défense nationale. Ma division est responsable de l'élaboration de politiques stratégiques dans les domaines de la défense continentale et arctique, de la modernisation du NORAD et de l'utilisation militaire du cyberspace et d'autres capacités émergentes.

Pour mieux encadrer cette discussion, je parlerai brièvement de l'orientation stratégique qui guide les efforts actuels de la Défense nationale dans l'Arctique, de l'évolution de l'environnement de sécurité dans l'Arctique, et nous aborderons également très rapidement les futurs plans, en particulier en ce qui concerne la modernisation du NORAD.

La politique de défense *Protection, Sécurité, Engagement* du Canada, lancée en 2017, a fourni une base solide pour la défense du Canada et a décrit un certain nombre d'investissements dans les capacités à l'appui de la défense nationale et continentale, notamment l'acquisition de nouveaux navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique, d'une nouvelle flotte d'avions de chasse, de systèmes aériens pilotés à distance et de capacités de surveillance et de communication spatiales.

La politique mentionne également l'importance de mener des exercices conjoints avec les alliés et les partenaires de l'Arctique et d'améliorer la prise de conscience de la situation et le partage de l'information dans l'Arctique, notamment avec l'OTAN.

Notre travail est en outre guidé par le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, qui a été publié en 2019 et renferme un chapitre sur la sécurité et la défense qui renforce les directives et les engagements énoncés dans la politique *Protection, Sécurité, Engagement* et qui réitère aussi la nécessité pour les Forces armées canadiennes d'améliorer leur capacité d'exercer leurs activités dans l'Arctique.

Il est important de préciser que notre approche visant à renforcer nos capacités de défense a été fondée sur le renforcement de nos partenariats avec d'autres ministères et avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones.

Depuis la publication de ces deux politiques directrices, la situation de la sécurité dans l'Arctique n'a fait qu'évoluer. L'Arctique canadien se réchauffe trois fois plus vite que la

average. This reality is changing the region's physical and geostrategic landscape, with wide-ranging implications for Canada's security and defence. From a practical perspective, melting permafrost and coastal erosion creates challenges for northern infrastructure. Increasing activity in the region can be expected to increase demand for Canadian Armed Forces safety and security operations, including search and rescue.

Strategic competitors are actively pursuing interests in the Arctic that run counter to our own, increasing the importance of situational awareness and response capabilities for our military. And we're also concerned with military threats that can reach North America through the Arctic.

Overall, we view the Arctic to be at an inflection point where strategic competition, climate change, technological advancements and economic interests are coming together in a way that makes this region more strategically important than ever before.

This evolving Arctic landscape is at the root of the commitments made by the Prime Minister with President Biden in February 2021 under the Roadmap for a Renewed U.S.-Canada Partnership, which reinforced the urgency of our work with respect to expanding cooperation with the U.S. on continental defence and in the Arctic.

More recently, the Minister of National Defence and Secretary of Defense issued a joint statement to guide collaboration on the modernization of the North American Aerospace Defense Command and to lay out a series of priority areas for investment. The requirement to modernize NORAD and strengthen Arctic defences also features prominently in Minister Anand's mandate letter.

We are actively working to fulfill these outstanding commitments and look forward to your questions. Thank you.

The Chair: Thank you very much, Mr. Quinn. We now move to our final speaker, Mr. Wayne Walsh.

Wayne Walsh, Director General, Northern Strategic Policy Branch, Northern Affairs Organization, Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada: Thank you very much. I'm joining you today from the traditional and unceded territory of the Anishinaabe and Algonquin people, from lovely downtown Gatineau.

Following those overviews from the Department of National Defence and Global Affairs, I will provide a brief overview of our department's role in the Arctic from the safety-security perspective.

moyenne mondiale. Cette réalité entraîne des changements dans les paysages physique et géostratégique de la région, ce qui a de vastes répercussions sur la sécurité et la défense du Canada. D'un point de vue pratique, la fonte du pergélisol et l'érosion côtière constituent des défis à relever pour les infrastructures du Nord. Il faut s'attendre à ce que l'augmentation des activités dans la région engendre une hausse de la demande pour les opérations de sécurité des Forces armées canadiennes notamment en matière de recherche et de sauvetage.

Les compétiteurs stratégiques poursuivent activement des intérêts dans l'Arctique qui sont contraires aux nôtres, ce qui renforce l'importance de la connaissance de la situation et des capacités d'intervention pour nos militaires. Nous sommes en outre préoccupés par les menaces militaires qui peuvent atteindre l'Amérique du Nord en passant par l'Arctique.

Dans l'ensemble, nous estimons que l'Arctique se trouve à un point d'inflexion où la compétition stratégique, les changements climatiques, les avancées technologiques et les intérêts économiques se combinent d'une manière qui rend cette région plus importante que jamais d'un point de vue stratégique.

Ce paysage arctique changeant est le fondement des engagements pris par le premier ministre et le président Biden en février 2021 dans le cadre de la Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis—Canada, qui a renforcé l'urgence de notre travail concernant l'élargissement de la coopération avec les États-Unis en matière de défense continentale et dans l'Arctique.

Plus récemment, le ministre de la Défense nationale et le secrétaire à la Défense ont publié une déclaration conjointe visant à orienter la collaboration concernant la modernisation du NORAD et à présenter une série de domaines d'investissement prioritaires. La nécessité de moderniser le NORAD et de renforcer les défenses arctiques figure également au premier plan dans la lettre de mandat de la ministre Anand.

Nous travaillons activement au respect de ces engagements en cours et nous avons hâte de répondre à vos questions. Merci.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Quinn. Nous allons maintenant passer à notre dernier intervenant, M. Wayne Walsh.

Wayne Walsh, directeur général, Direction générale des politiques stratégiques du Nord, Organisation des affaires du Nord, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada : Merci beaucoup. Je me joins à vous aujourd'hui depuis le territoire traditionnel et non cédé des peuples anishinabes et algonquins, depuis le charmant centre-ville de Gatineau.

Après les aperçus du ministère de la Défense nationale et d'Affaires mondiales Canada, je présenterai un bref aperçu du rôle de Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Mr. Vandal, the minister responsible for Northern Affairs, has been mandated to work with the Minister of National Defence and the Minister of Foreign Affairs and partners to defend Arctic sovereignty and implement the Arctic and Northern Policy Framework to create a future where Canada's northern and Arctic residents are thriving, strong and safe.

[*Translation*]

Released in September 2019, the framework aligns Canada's national and international policy objectives with the priorities of northerners. It provides overarching direction for the federal government's priorities, activities and investments in the Arctic until 2030.

[*English*]

The framework builds on eight overarching themes: people and communities; strong economies; comprehensive infrastructure; environment and biodiversity; science and Indigenous knowledge; global leadership; safety, security and defence; and reconciliation. It is an inclusive approach to the Arctic, with regional and distinction-based lenses, while integrating domestic and international dimensions.

Since its release, the Government of Canada has made significant investments in the area, reflective of both framework priorities and the direct advocacy of framework partners, including investments in housing, northern post-secondary education, transportation infrastructure and climate change and mitigation and adaptation initiatives.

Additionally, the collaborative process used to co-develop the Arctic and Northern Policy Framework continues to inform the implementation of Canada's Arctic and northern pandemic response measures. Since April 2020, the Government of Canada has made targeted investments of over \$850 million towards Arctic and northern communities to support territorial response efforts as well as individuals and businesses.

Building strong relationships, making progress towards reconciliation with northern and Indigenous partners is of paramount importance in all the work we do in the Arctic.

In the Canadian Arctic, reconciliation starts with upholding and full implementation of the collection of modern treaties and self-government agreements that cover the region. These

Canada dans l'Arctique du point de vue de la sûreté et de la sécurité.

Le ministre Vandal — le ministre responsable des Affaires du Nord — a reçu le mandat de travailler avec la ministre de la Défense nationale, la ministre des Affaires étrangères et les partenaires pour défendre la souveraineté dans l'Arctique et mettre en œuvre le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord afin de créer un avenir où les résidents du Nord et de l'Arctique canadiens, notamment les peuples autochtones, sont prospères, forts et en sécurité.

[*Français*]

Publié en septembre 2019, le cadre aligne les objectifs politiques nationaux et internationaux du Canada sur les priorités des habitants du Nord. Il fournit une orientation générale aux priorités, activités et investissements du gouvernement fédéral dans l'Arctique jusqu'à 2030.

[*Traduction*]

Le cadre s'appuie sur huit thèmes centraux : les personnes et les communautés, les économies fortes, les infrastructures complètes, l'environnement et la biodiversité, la science et le savoir autochtones, le leadership mondial, la sûreté, la sécurité et la défense, et la réconciliation. Il adopte une approche inclusive de l'Arctique — avec des lentilles régionales et fondées sur des distinctions — tout en intégrant les dimensions nationales et internationales.

Depuis sa publication, le gouvernement du Canada a fait d'importants investissements dans des domaines reflétant à la fois les priorités du cadre et les recommandations directes des partenaires du cadre, notamment des investissements dans le logement, l'éducation postsecondaire dans le Nord, l'infrastructure de transport et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

De plus, le processus de collaboration utilisé pour élaborer conjointement le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord continue d'éclairer la mise en œuvre des mesures en réponse à la pandémie dans l'Arctique et le Nord. Depuis avril 2020, le gouvernement du Canada a fait des investissements ciblés de plus de 850 millions de dollars à l'intention des collectivités de l'Arctique et du Nord pour soutenir les efforts de réponse territoriaux, ainsi que les particuliers et les entreprises.

L'établissement de relations solides et la réalisation de progrès en matière de réconciliation avec les partenaires autochtones du Nord sont d'une importance capitale dans tous les travaux menés dans l'Arctique.

Dans l'Arctique canadien, la réconciliation commence par le respect et la mise en œuvre intégrale de l'ensemble des traités modernes et des accords d'autonomie gouvernementale qui

relationships with Arctic-Indigenous people are based on the affirmation of rights, respect, cooperation and partnership.

This measure will complete other work already under way in Canada with Indigenous partners to advance reconciliation and renew the relationship.

For instance, the establishment of the Inuit-Crown Partnership Committee, a bilateral mechanism for advancing work on shared priority areas between the Inuit and the federal government, reflects a shared commitment to a renewed Inuit-Crown relationship and reconciliation based on the affirmation of rights, respect, cooperation and partnership.

[*Translation*]

Throughout this overview, I'll show how the department and Canada in general are taking an inclusive approach to integrating northern Indigenous peoples into policy implementation in the Arctic.

[*English*]

During the co-development phase of the Arctic and Northern Policy Framework, engagements with northerners, and particularly Indigenous northerners, revealed a strong desire to be involved in northern security and defence initiatives, including procurement projects, supporting the Canadian Rangers, and search and rescue efforts as well as increasing situational awareness.

This interest is reflected in goal 7 of the framework that “The Canadian Arctic and North and its people are safe, secure and well defended.”

Internationally, our department plays an important role in the promotion of circumpolar cooperation amongst Arctic nations and advances the Arctic and northern priorities in the framework by participating in the Arctic Council, including through the Sustainable Development Working Group, and the Arctic Monitoring and Assessment Programme.

We at Northern Affairs have a particular interest in ensuring that the Arctic Council remains a strong and effective international forum for northerners and Indigenous peoples and that current strategic pause results in the timely identification of appropriate modalities for continuing to advance the council's important work.

The most recent Intergovernmental Panel on Climate Change report outlines that widespread and rapid climate change has occurred at an unprecedented scale and that human-induced climate change is already affecting many weather and climate extremes. Canada's Arctic is already warming three times faster

couvrent la région. Ces relations avec les peuples autochtones de l'Arctique sont fondées sur l'affirmation des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

Cette mesure viendra compléter d'autres travaux déjà en cours au Canada avec les partenaires autochtones pour faire progresser la réconciliation et renouveler la relation.

Par exemple, l'établissement du Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne, un mécanisme bilatéral visant à faire avancer les travaux sur les priorités communes entre les Inuits et le gouvernement fédéral, reflète un engagement commun envers une relation renouvelée entre les Inuits et la Couronne et une réconciliation fondée sur l'affirmation des droits, le respect, la coopération et le partenariat.

[*Français*]

Tout au long de cet aperçu, je montrerai comment le ministère et le Canada en général adoptent une approche inclusive pour intégrer les peuples autochtones du Nord dans la mise en œuvre des politiques dans l'Arctique.

[*Traduction*]

Au cours de la phase d'élaboration conjointe du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord, l'engagement des habitants du Nord, et en particulier des Autochtones, a révélé un fort désir de participer aux initiatives de sécurité et de défense du Nord, notamment aux projets d'approvisionnement, au soutien des Rangers canadiens et aux efforts de recherche et de sauvetage, ainsi qu'à l'amélioration de la connaissance de la situation.

Cet intérêt se reflète dans le but 7 du cadre, à savoir que « L'Arctique et le Nord et leurs habitants sont en sécurité et bien défendus ».

Sur le plan international, notre ministère joue un rôle important dans la promotion de la coopération circumpolaire entre les nations de l'Arctique et fait avancer les priorités de l'Arctique et du Nord énoncées dans le cadre en participant au Conseil de l'Arctique, notamment par le biais de son Groupe de travail sur le développement durable et de son Programme de surveillance et d'évaluation de l'Arctique.

À Affaires du Nord, nous avons un intérêt particulier à nous assurer que le Conseil de l'Arctique demeure un forum international solide et efficace pour les habitants du Nord et les peuples autochtones et que la pause stratégique actuelle mène à l'identification en temps opportun des modalités appropriées pour continuer à faire progresser l'important travail du Conseil.

Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat souligne que des changements climatiques rapides et généralisés se sont produits à une échelle sans précédent et que le changement climatique induit par l'homme a déjà des répercussions sur de nombreux

than the global average. Northern communities, especially Indigenous and remote communities, are among the most exposed and sensitive to climate change impacts due to their location and the fact that impacts of climate change are layered and amplified by other socio-economic challenges, including the legacy of colonialism, the core infrastructure deficit, lack of adequate housing and high rates of food insecurity.

Climate change compounds existing infrastructure, safety and well-being risks in Northern communities, and concurrent impacts increase the severity of effects. Impacts extend to homes; water quality and quantity; land use; safety; food security; biodiversity; culture and identity; knowledge and understanding; and mental, physical and social health.

Although the loss of sea ice may offer some opportunities for economic self-reliance in the North, many operational difficulties are simultaneously arising just as quickly, in some cases, as the climate changes.

The loss of sea ice also presents challenges and heightens risks by creating additional hazards out on the land and at sea. Challenges include concerns around safety, security, defence, diplomacy and sovereignty.

Indigenous and northern leaders have been sounding the alarm and identifying priorities for climate action, including the recognition of Indigenous knowledge, capacity building, measures to adapt community and transportation infrastructure, and preparedness efforts to reduce the impacts of fires and floods. Strengthening resiliency to climate impacts across the North will be a key contributor to increased Northern security.

In recent years, we've seen an increased international attention and interest in the Arctic as a region, driven in part by increased access due to climate change, as just discussed. We can see this through the growing numbers of updated and new Arctic policies from Arctic and non-Arctic states alike, along with the increased activity, investments and development of capability in the region.

Our department works closely with all our partners in the region, including organizations across the federal government, territorial and municipal governments, and Indigenous partners, on opportunities and challenges associated with this increase in international interest in the region. We have made great strides in

phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes. L'Arctique canadien se réchauffe déjà trois fois plus vite que la moyenne mondiale. Les communautés nordiques, et en particulier les communautés autochtones et éloignées, sont parmi les plus exposées et les plus sensibles aux impacts du changement climatique en raison de leur emplacement et du fait que les impacts du changement climatique sont superposés et amplifiés par d'autres défis socioéconomiques, notamment l'héritage de la colonisation, le déficit d'infrastructure de base, le manque de logements adéquats et les taux élevés d'insécurité alimentaire.

Le changement climatique aggrave les risques existants en matière d'infrastructure, de sécurité et de bien-être dans les communautés nordiques, et les impacts simultanés augmentent la gravité des effets. Les impacts s'étendent aux habitations, à la qualité et à la quantité d'eau, à l'utilisation des terres, à la sécurité, à la sécurité alimentaire, à la biodiversité, à la culture et à l'identité, aux connaissances et à la compréhension, ainsi qu'à la santé mentale, physique et sociale.

Bien que la perte de la glace de mer puisse offrir certaines possibilités d'autosuffisance économique dans le Nord, de nombreuses difficultés opérationnelles surgissent simultanément, parfois aussi rapidement que les changements climatiques.

La perte de la glace de mer présente également des défis et augmente les risques en créant des dangers supplémentaires sur terre et en mer. Parmi les défis à relever, citons les préoccupations en matière de sûreté, de sécurité, de défense, de diplomatie et de souveraineté.

Les dirigeants autochtones et nordiques ont tiré la sonnette d'alarme et défini les priorités en matière d'action climatique, notamment la reconnaissance du savoir autochtone, le renforcement des capacités, les mesures d'adaptation des infrastructures communautaires et de transport, et les efforts de préparation visant à réduire l'impact des incendies et des inondations. Le renforcement de la résilience aux impacts climatiques dans tout le Nord contribuera de façon importante à l'accroissement de la sécurité nordique.

Au cours des dernières années, nous avons constaté une augmentation de l'attention et de l'intérêt de la communauté internationale pour l'Arctique en tant que région, en partie en raison de l'accès accru au territoire dû au changement climatique, comme nous venons de le voir. Nous pouvons le constater par le nombre croissant de politiques arctiques mises à jour et nouvelles, émanant d'États arctiques et non arctiques, ainsi que par l'augmentation des activités, des investissements et du développement des capacités dans la région.

Notre ministère travaille en étroite collaboration avec tous ses partenaires dans la région, y compris les organisations du gouvernement fédéral, les gouvernements territoriaux et municipaux et les partenaires autochtones, sur les possibilités et les défis associés à cette augmentation de l'intérêt international

recent years in developing and strengthening the existing fora to make progress on all issues affecting our Arctic communities, including through the co-implementation of the framework and the Arctic Council's Sustainable Development Working Group.

[Translation]

Thank you for your time today.

[English]

I'm available to respond to any questions you may have as they pertain to the CIRNAC's mandate and the Minister of Northern Affairs' responsibility in this realm. Thank you very much.

The Chair: Thank you very much, Mr. Walsh, and thanks to all panellists for their opening statements. We're now going to proceed to questions. Please note that four minutes will be allocated for each question, including the answer, so I ask that senators keep their questions succinct in an effort to allow as many interventions as possible.

I'd like to offer the first question to our deputy chair.

[Translation]

Senator Dagenais: My questions are for Brigadier-General Godbout. You know that, in order to effectively protect our territory, we must first be properly equipped. The government has finally — and I mean “finally” — acknowledged what our reports have been saying for years. You'll appreciate that I've been on this committee for 10 years. We believe that we aren't living up to the expectations of our allies. What equipment do you need to purchase as soon as possible to respond to the new threats that we're facing now?

BGen. Godbout: Thank you, senator, for your question. I'll stick to my area of operations, mainly the three territories.

In terms of capabilities, we're already making investments. Canada has announced the acquisition of multiple capabilities.

First, we have the Arctic and offshore patrol ships. We already have two in service: the *Harry DeWolf*, the first Navy vessel to cross the Northwest Passage since 1954, and the *Margaret Brooke*, which will operate with the *Harry DeWolf* beginning in the summer, starting with Operation NANOOK through the Northwest Passage. We estimate that the sixth ship will be ready in 2025. These are key capabilities to ensure that we can effectively monitor activities in the Northwest Passage.

pour la région. Nous avons fait de grands progrès ces dernières années en développant et en renforçant les forums existants afin de progresser sur toutes les questions touchant les communautés de l'Arctique, notamment par la mise en œuvre conjointe du cadre et du Groupe de travail sur le développement durable du Conseil de l'Arctique.

[Français]

Je vous remercie pour le temps que vous nous avez accordé aujourd'hui.

[Traduction]

Je suis disponible pour répondre à toute question que vous pourriez avoir concernant le mandat de RCAANC et les responsabilités du ministre des Affaires du Nord dans ce secteur. Merci beaucoup.

Le président : Merci beaucoup, monsieur Walsh, et merci à tous les témoins pour leurs déclarations préliminaires. Nous allons maintenant procéder aux questions. Veuillez noter que quatre minutes sont allouées à chaque question, incluant la réponse, donc je demande aux sénateurs de garder leurs questions concises pour permettre le plus grand nombre d'interventions possible.

J'aimerais offrir la première question à notre vice-président.

[Français]

Le sénateur Dagenais : Mes questions s'adressent au brigadier-général Godbout. Vous savez que pour être efficace sur le plan de la protection de notre territoire, la première chose est d'être bien équipé. Le gouvernement vient enfin — je dis bien « enfin » — de reconnaître ce que disent nos rapports depuis des années. Vous comprendrez que je fais partie du comité depuis 10 ans, et on considère qu'on n'est pas à la hauteur des attentes de nos alliés. Quels sont les équipements nécessaires que vous devriez acheter dans les plus brefs délais pour être à la hauteur des nouvelles menaces qui nous guettent à l'heure actuelle?

Bgén Godbout : Merci, sénateur pour votre question. Je vais limiter ma réponse à mon domaine d'opérations, principalement les trois territoires.

Au sujet des capacités, nous sommes déjà en train d'investir. Le Canada a annoncé l'acquisition de capacités multiples.

Premièrement, nous avons les navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique. Nous en avons déjà deux en service : le *Harry DeWolf*, le premier vaisseau de la marine à faire la traversée du passage du Nord-Ouest depuis 1954, et le *Margaret Brooke*, qui opérera avec le *Harry DeWolf* dès cet été à partir de l'opération NANOOK à travers le passage du Nord-Ouest. Nous estimons que le sixième vaisseau sera prêt en 2025. Ce sont des capacités clés pour nous afin d'effectuer un contrôle efficace des activités dans le passage du Nord-Ouest.

Next came the announcement of a fleet of new fighter jets, which should be available as early as 2025. We have Canadian warships. We have remotely piloted aircraft systems that will operate in the territories. Lastly, we have space communications and surveillance capabilities, which are also key to showing an understanding of all air, land, sea and space environments. These capabilities, which are already in the process of being acquired, will play a key role in our ability to operate.

Outside my purview, but still affecting the territories, there were the announcements referred to by the Department of National Defence in collaboration with the United States Secretary of Defense in August 2021 regarding the modernization of NORAD. We also have a recent contract announced to maintain the current system at the North Warning sites. These capabilities are very important.

Apart from that, certainly additional investments are needed in infrastructure in the North to ensure that the Canadian Armed Forces can launch and support operations in the entire region. The major challenge is that the territory is huge, comprising 40% of Canada, and it has a widely dispersed population. As a result, we need flexible infrastructure that enables us to send forces wherever they're needed throughout the three territories. It isn't necessarily a matter of increasing the number of permanent troops in the region, but rather of having flexible infrastructure with multiple objectives. One ongoing investment concerns the Inuvik airfield, where investments were announced in 2019 to expand and upgrade the airfield. This will affect NORAD operations as much as other Canadian Armed Forces operations.

Thank you.

Senator Dagenais: Do I have time for another question?

[English]

The Chair: We will come back to you on a second round.

Senator Richards: Thank you to the witnesses. This question is for any witness who wishes to respond.

Canadian sovereignty has been challenged for years, sometimes by our NATO partners and sometimes by the United States itself — I remember in NORAD — certainly by Denmark. So we're facing a far greater crisis with China and Russia.

My question is along the lines of that of Senator Dagenais. I don't know when we're going to get equipment up to speed to handle this. We have F-18s from Australia that are pretty well

Ensuite, il y a eu l'annonce d'une flotte de nouveaux avions de chasse, qui devrait être disponible aussi tôt qu'en 2025. Nous avons des navires de combat canadiens. Nous avons des systèmes d'aéronef télépilotes qui vont opérer, entre autres, dans les territoires. Finalement, nous avons des capacités spatiales de communication et de surveillance, qui sont aussi la clé pour démontrer une compréhension de tous les domaines, tant aérien, terrestre et maritime que spatial. Ces capacités, qui sont déjà en processus d'acquisition, vont être la clé pour pouvoir opérer.

En dehors de mon domaine, mais ayant tout de même un impact sur les territoires, il y a eu les annonces mentionnées par le ministère de la Défense nationale en collaboration avec le secrétaire de la Défense des États-Unis en août 2021 au sujet de la modernisation du NORAD. Nous avons aussi un contrat récent annoncé pour maintenir le système actuel dans les sites d'alerte du Nord. Ces capacités sont très importantes.

En dehors de cela, il est certain qu'il y a des investissements additionnels nécessaires pour les infrastructures dans le Nord, pour s'assurer que les Forces armées canadiennes puissent déployer et soutenir des opérations dans la région complète. Le grand défi est qu'il s'agit d'un territoire énorme, qui constitue 40 % du Canada, et qui comprend une population très dispersée. Par conséquent, notre besoin consiste à avoir une infrastructure flexible qui nous permet de projeter des forces là où il y aura des besoins à travers les trois territoires. Ce n'est pas nécessairement une question d'agrandissement du nombre de troupes permanentes dans la région, mais plutôt d'avoir une infrastructure flexible à multiples objectifs. Un des investissements en cours porte sur le terrain d'aviation d'Inuvik, où des investissements ont été annoncés en 2019 pour agrandir et moderniser le terrain d'aviation. Cela sera aussi important pour les opérations du NORAD que pour les autres opérations des Forces armées canadiennes.

Merci.

Le sénateur Dagenais : Est-ce que j'ai du temps pour une autre question?

[Traduction]

Le président : Nous reviendrons à vous au deuxième tour.

Le sénateur Richards : Je remercie les témoins. La question s'adresse à tout témoin qui souhaite y répondre.

La souveraineté du Canada a été mise à l'épreuve pendant de nombreuses années, parfois par nos membres de l'OTAN, parfois par les États-Unis eux-mêmes — je me souviens du NORAD — et certainement par le Danemark. Nous faisons donc face à une crise beaucoup plus grande avec la Chine et la Russie.

Ma question va dans la même veine que celle du sénateur Dagenais. Je ne sais pas quand nous allons mettre à niveau notre équipement pour gérer cette affaire. Nous avons des F-18 de

mothballed and our frigate program is behind schedule. We have 1,500 rangers in the North — and I applaud every one of them — but as you know, that's a huge territory for 1,500 rangers. I'm wondering how and when more personnel and infrastructure are going to be implemented and able to hold our territory. Russia and China do not care for our sovereignty, sirs. That question is for anyone who wishes to answer it.

Mr. Quinn: Thank you very much, Mr. Chair. I'll take a start, and then others may wish to jump in as well. Thank you very much for the question.

I think Brigadier-General Godbout already noted some of the investments in new capabilities that are relevant to the Arctic that are already in train as a result of Strong, Secure, Engaged, but I would point out as well in addition to that, and Minister Anand has recently been quoted at various events to say that she's very close to making some proposals, announcements related to NORAD modernization and broader investments in northern capabilities to strengthen continental defence. It's been written in her mandate letter that this is a commitment that the Prime Minister expects her to fulfill. It's also been mentioned in some of the opening remarks of President Biden and the Prime Minister to the Roadmap for a Renewed U.S.-Canada Partnership, which committed to deepening collaboration to modernizing NORAD.

Without getting into the details about what those announcements in the near future might yield, I would just flag that it certainly recognized that the investments that have been made to date and the announcements made to date are not sufficient to meet the evolving threat environment. There is more that is planned, and we look forward to being able to share more details on those once decisions have been taken.

In the meantime, what I would do, Mr. Chair, is point the committee members to the Joint Statement on NORAD Modernization that was released by the former minister and his U.S. counterpart Secretary of Defense Austin back in August, which laid out four key priority areas for shared investment.

This is specific to NORAD, but a lot of the investments from the Canadian perspective that are identified there would be focused in the Arctic, just based on our geography. Those first of the four key priority areas is surveillance, being able to better understand the potential threats that are coming our way in the North. Second is modernizing command and control capabilities so when you have additional information from new sensors, the ability to analyze that quickly using high technology, new technologies like artificial intelligence, machine learning, and so on, to be able to make quicker decisions as the second key

l'Australie qui sont pratiquement remisés, et notre programme des frégates prend du retard. Nous avons 1 500 rangers dans le Nord — et je les applaudis tous — mais comme vous le savez, il s'agit d'un énorme territoire à couvrir pour 1 500 rangers. Je me demande comment et quand davantage de personnel sera déployé et davantage d'infrastructures seront mises en place pour la défense de notre territoire. La Russie et la Chine ne se soucient pas de notre souveraineté, messieurs. Cette question s'adresse à quiconque souhaite y répondre.

M. Quinn : Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais commencer, et peut-être que d'autres personnes voudront ajouter quelque chose. Merci beaucoup d'avoir posé la question.

Je pense que le brigadier-général Godbout a déjà mentionné certains investissements dans de nouvelles capacités pertinentes pour l'Arctique qui sont déjà en cours grâce à Protection, Sécurité, Engagement, mais j'aimerais aussi faire remarquer en plus de cela, et la ministre Anand a récemment été citée dans divers événements pour affirmer qu'elle est sur le point de faire des propositions à ce sujet, qu'il y aura des annonces liées à la modernisation du NORAD et à de plus gros investissements dans des capacités au Nord pour renforcer notre défense continentale. Il est écrit dans sa lettre de mandat que c'est un engagement que le premier ministre s'attend à ce qu'elle concrétise. Cela est aussi mentionné dans certaines des observations préliminaires du président Biden et du premier ministre de la Feuille de route pour un partenariat renouvelé États-Unis—Canada, où les parties s'engagent à renforcer la collaboration en vue de moderniser le NORAD.

Sans entrer dans les détails à propos de ce que ces annonces pourraient donner dans un avenir rapproché, je voudrais simplement souligner qu'il est manifestement admis que les investissements réalisés et les annonces faites jusqu'à présent ne suffisent pas dans le contexte menaçant et instable. D'autres choses sont planifiées, et nous avons hâte de pouvoir partager les détails avec vous, une fois que les décisions auront été prises.

Entretemps, ce que je ferais, monsieur le président, c'est orienter les membres du comité vers la Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD, qui a été publiée en août dernier par l'ancien ministre et son homologue américain, le secrétaire à la Défense Austin, et qui expose quatre secteurs clés prioritaires en vue de faire des investissements communs.

Cela est propre au NORAD, mais une grande partie des investissements canadiens établis dans ce document seraient concentrés dans l'Arctique, en raison de notre réalité géographique. Le premier des quatre secteurs clés prioritaires est la surveillance, la capacité à mieux comprendre les menaces auxquelles nous faisons face dans le Nord. Le deuxième est la modernisation de nos capacités en matière de commandement et de contrôle, pour que lorsque des renseignements supplémentaires nous parviennent grâce aux nouveaux capteurs, nous soyons en mesure de les analyser rapidement en nous

priority. The third key priority area, once you have a better sense of what's coming, and you can make quick decisions, you need to have the capabilities to actually respond, and from Canada's perspective, some of those announcements have already been made in the form of the new fighter aircraft and Arctic and offshore patrol ships. As has been mentioned by others, improving the Canadian Armed Forces Arctic infrastructure will be a big part of that. The fourth and final priority area for investment that's laid out in that Joint Statement on NORAD Modernization is research and development. We know that, as you mentioned, Russia and China are the principal competitors or potential adversaries in this part of the world. We know that they are investing heavily in modernized capabilities. We need to keep up with them, ideally keep ahead of them, but also keep up with our key allies in terms of the investments they are making in modern capabilities.

I would just leave it there. Thank you.

The Chair: Thank you, Mr. Quinn. I'm sure we'll be returning to this topic.

Senator Ravalia: Thank you to the witnesses.

My question is whether or not the Department of National Defence cooperates with Fisheries and Oceans Canada, or DFO, to ensure that marine life in the Arctic is not adversely impacted by enhanced security measures and Arctic initiatives.

I'll leave any one of you to answer that question. Thank you.

Mr. Quinn: I suspect Brigadier-General Godbout might have a few additional remarks.

I won't speak specifically about coordination with DFO, but one of the things I would mention is that we certainly take a keen interest and recognize climate change as one of the key drivers of defence and security interests in the Arctic but also around Canada writ large. And we're certainly looking to, as we adapt Canadian Armed Forces operations and infrastructure to the changing physical environment, also recognize that mitigating the Canadian Armed Forces' own impact and contributions to climate change is an equal if not more important aspect of that as well.

servant de haute technologie, de nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, l'apprentissage machine, etc., et ainsi arriver à prendre des décisions plus rapidement, ce qui correspond à notre deuxième priorité clé. Le troisième secteur clé, une fois que nous aurons une meilleure idée de ce qui s'en vient et que nous sommes en mesure de prendre des décisions plus rapidement, il nous faudra disposer des capacités voulues pour effectivement réagir, et pour ce qui est du Canada, certaines annonces ont été faites en ce sens, comme l'introduction de nouveaux chasseurs et navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique. Comme cela a été mentionné par d'autres personnes, l'amélioration des infrastructures des Forces armées canadiennes constituera une grande partie de cet aspect. Le quatrième et dernier secteur prioritaire pour ce qui est des investissements exposés dans la Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD est la recherche et le développement. Nous savons que, comme vous l'avez mentionné, la Russie et la Chine sont les principaux compétiteurs ou de potentiels adversaires dans cette partie du monde. Nous savons qu'ils investissent massivement dans des capacités modernisées. Nous devons suivre leur rythme, et idéalement, prendre la tête, mais aussi suivre le rythme de nos principaux alliés en ce qui concerne leurs investissements dans des capacités modernes.

Je m'arrête ici. Merci.

Le président : Merci, monsieur Quinn. Je suis certain que nous reviendrons sur ce sujet.

Le sénateur Ravalia : Je remercie les témoins.

Je me questionne à savoir si le ministère de la Défense nationale coopère ou non avec Pêches et Océans Canada, le MPO, pour s'assurer que l'augmentation des mesures de sécurité et des initiatives dans l'Arctique n'affecte pas la vie marine dans cette région.

J'adresse ma question à quiconque souhaite y répondre. Merci.

M. Quinn : Je suppose que le brigadier-général Godbout souhaite faire des remarques supplémentaires.

Je n'aborderai pas spécifiquement l'aspect de la coordination avec le MPO, mais une des choses que j'affirmerai est que nous portons un vif intérêt aux changements climatiques et que nous les considérons comme l'un des principaux moteurs au chapitre de nos intérêts en matière de défense et de sécurité dans l'Arctique, mais aussi dans l'ensemble du Canada. Et nous travaillons assurément à reconnaître que, alors que nous adaptons les opérations et les infrastructures des Forces armées canadiennes à l'environnement physique en évolution, la réduction de l'impact et de l'apport des Forces armées

So there are other colleagues in the Department of National Defence that would be better placed to speak in specific detail about the measures that the Department of National Defence and Canadian Armed Forces are taking to minimize our carbon footprint, to modernize infrastructure, to reduce our use of fossil fuels, and to achieve net-zero targets. It's a fairly significant effort, but I would leave that to future sessions and meetings of the committee to respond.

I'm not sure if Brigadier-General Godbout may have more to add to that, Mr. Chair. Thank you.

The Chair: Please go ahead, Brigadier-General, if you're ready.

BGen. Godbout: Thank you very much, Mr. Chair.

We do work very closely with the Canadian Coast Guard in the coordination of all our operations. In fact, as part of our Operation NANOOK, the Coast Guard and the Navy operate very closely together.

I can say that the Royal Canadian Navy takes very seriously the topic of welfare of marine mammals and marine life, and there are new technologies I'm aware of being tested to automate detection of maritime life in the area and to ensure that we adhere to the Oceans Protection Plan that is put in place by the federal government.

For additional details, I would have to defer the question to the Royal Canadian Navy to highlight exactly how they coordinate and the measures they have in place to protect marine life.

Thank you.

The Chair: Thank you.

Senator Mercer: Thank you, witnesses, for being here.

I would like to begin by acknowledging that I am joining you from the ancestral and unceded territory of the Mi'kmaq people. I have a whole bunch of questions, so I'll try to be quick, and I will probably want to go in the second round, chair, if there is a second round.

I want to talk about the benefit of the new Arctic patrol vessels which are being built right here in Halifax. It's a great program from an employment point of view, but I wonder at the effectiveness of these smaller vessels and what I see as the lack of severe armament on these vessels.

canadiennes aux changements climatiques est tout aussi importante, sinon plus.

D'autres collègues au ministère de la Défense nationale seraient mieux placés que moi pour exposer en détail les mesures mises en place par le ministère de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes pour réduire notre empreinte carbone, moderniser nos infrastructures, réduire notre consommation de combustibles fossiles et atteindre la carboneutralité. Il s'agit d'un effort considérable, mais je garderais ce sujet pour de futures séances et réunions du comité.

Je ne sais pas si le brigadier-général Godbout voudrait ajouter autre chose, monsieur le président. Merci.

Le président : Allez-y si vous êtes prêt, monsieur le brigadier-général.

Bgén Godbout : Merci beaucoup, monsieur le président.

Nous travaillons en étroite collaboration avec la Garde côtière canadienne pour coordonner toutes nos activités. En fait, dans le cadre de l'opération NANOOK, la Garde côtière et la Marine collaborent très étroitement.

Je peux dire que la Marine royale canadienne prend très au sérieux l'enjeu du bien-être des mammifères marins et la protection de la vie marine, et je sais que l'on met à l'essai de nouvelles technologies visant à automatiser la détection de la vie marine dans cette région et à s'assurer que nous adhérons au Plan de protection des océans, mis en place par le gouvernement fédéral.

Pour plus de détails, je dois renvoyer la question aux membres de la Marine royale canadienne afin qu'ils précisent leur façon de s'organiser et la nature des mesures qu'ils ont mises en place dans le but de protéger la vie marine.

Merci.

Le président : Merci.

Le sénateur Mercer : Je vous remercie, mesdames et messieurs, de votre présence.

J'aimerais commencer par signaler que je vous parle depuis le territoire ancestral non cédé du peuple micmac. J'ai beaucoup de questions, donc j'essaierai d'être bref et je voudrai probablement participer au deuxième tour, monsieur le président, s'il a lieu.

Je voudrais aborder le sujet des avantages amenés par les nouveaux patrouilleurs de l'Arctique, qui sont en construction ici même à Halifax. Il s'agit d'un excellent programme du point de vue de l'emploi, mais je me questionne sur l'efficacité de ces petits vaisseaux et sur ce que je perçois comme un manque d'armement lourd sur ces vaisseaux.

Can we demonstrate that these vessels are the ones that are in service now, the *Harry DeWolf* and others? Can we demonstrate the effectiveness of those, and is this investment that Canada has made paying off in security in the Arctic?

BGen. Godbout: Mr. Chair, I'm happy to take this question.

With regards to the current threat, as Major-General Wright alluded to, the immediate threat in the North is not in the maritime and land domain. For me, the importance of the Arctic offshore patrol vessels in the North is to demonstrate the ability for us to control access to our internal waters.

The other aspect of this is to be able to respond to any requests for assistance from territorial governments in case of any maritime major disasters that could happen as we see increased activity in various sectors in the Arctic.

They are lightly armed — that is true — but for the type of functions that we expect out of the vessels within the Canadian Arctic, I believe that it is an impressive capability. I had the pleasure to go on board the *Harry DeWolf* when they sailed through, and the fact that they can carry troops across the vast territory, embark and disembark troops to the various areas where we may need them, and patrol the waters and improve our maritime situational awareness is extremely beneficial. Thank you.

The Chair: Any supplement from any of our other guests?

Senator Mercer: Final question on the Arctic patrol vessels: is there a way for us to speed up construction of the vessels as we go along? The need has now become critical with the activity of Mr. Putin in Ukraine and also the arrival of the Chinese in the Arctic. Is there a way of speeding that up? Of course, we work at a disadvantage because we have no actual port in the Arctic to act as a base. Any comments?

Mr. Quinn: I will say very quickly this is a little bit outside of the lane of the witnesses we have today. Our ADM for procurement and his team would be better placed to answer specific questions about the production schedule for the vessel, and I would turn it over to Brigadier-General Godbout just in case he has anything to add. He's already mentioned the schedule that's in place for the six Arctic offshore patrol ships, which would have all six delivered by 2025 — currently one in operation and another accepted back by the Royal Canadian Navy — but I don't believe, unless I'm mistaken, that any one of the witnesses today can speak to the possibility of speeding up the production schedule, chair.

Est-il possible de démontrer que ces vaisseaux sont ceux qui sont en service actuellement, le *Harry DeWolf* et les autres? Est-il possible de démontrer s'ils sont efficaces et si l'investissement du Canada en vaut la peine en matière de sécurité dans l'Arctique?

Bgén Godbout : Monsieur le président, c'est avec plaisir que je répondrai à cette question.

Compte tenu de la menace actuelle, comme le major-général Wright y a fait allusion, la menace immédiate dans le Nord n'est pas d'ordre maritime ou terrestre. À mon avis, avec les navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique dans le Nord, l'important est de démontrer notre capacité de contrôler l'accès à nos eaux intérieures.

L'autre aspect concerne le fait d'être capable de répondre à toute demande d'assistance provenant des gouvernements des territoires, advenant un désastre maritime majeur, qui serait probable vu l'augmentation des activités dans divers secteurs de l'Arctique.

Ils sont légèrement armés — c'est vrai — mais étant donné l'usage prévu de ces vaisseaux dans l'Arctique canadien, je crois qu'il s'agit d'une capacité impressionnante. J'ai eu le plaisir de monter à bord du *Harry DeWolf* lorsque les navires ont navigué dans l'Arctique, et le fait qu'ils peuvent transporter des soldats d'un bout à l'autre du vaste territoire, faire embarquer et débarquer les troupes dans diverses zones où on a besoin d'eux, et patrouiller les eaux afin d'améliorer notre connaissance de la situation maritime est extrêmement bénéfique. Merci.

Le président : Est-ce qu'un de nos témoins souhaiterait ajouter quelque chose?

Le sénateur Mercer : Une dernière question concernant les patrouilleurs de l'Arctique : y a-t-il une façon pour nous d'accélérer la construction de ces vaisseaux au fur et à mesure? Le besoin est maintenant crucial avec les activités de Poutine en Ukraine et l'arrivée des Chinois dans l'Arctique. Y a-t-il une façon d'accélérer le tout? Évidemment, nous sommes désavantagés par le fait que nous n'avons pas de port en tant que tel dans l'Arctique qui peut servir de base. Des commentaires?

M. Quinn : Je dirais rapidement que c'est un peu en dehors de l'expertise des témoins que nous avons aujourd'hui. Notre SMA responsable de l'approvisionnement et son équipe seraient mieux placés pour répondre à des questions liées spécifiquement au calendrier de production du vaisseau, et je me tournerais vers le brigadier-général Godbout, au cas où il aurait quelque chose à ajouter. Il a déjà fait mention du calendrier en place pour les six navires de patrouille extracôtiers et de l'Arctique, dont la livraison est prévue d'ici 2025 — un est actuellement en service, et un autre a été accepté par la Marine royale canadienne — mais je ne crois pas, à moins de me tromper, qu'il y ait un témoin présent aujourd'hui qui soit en mesure de discuter de la

The Chair: We can come back to that in later sessions if we need to, but thank you very much for now.

Senator Oh: Thank you, witnesses. My question is about our Canadian High Arctic Research Station. I had the honour of travelling with some senators up there a few years ago to visit on the Arctic tour and study, and I happened to be at Cambridge Bay, Nunavut, when this state-of-the-art research facility was just completed and ready for operation.

I was told at the time that Korean scientists and Japanese scientists were invited to do research at the station. Can someone update us on what happened now with the research station, and how does it help to increase our defence, and also, does it work together with the military section of Canada? Thank you.

BGen. Godbout: Mr. Chair, I would be happy to take a first go at this answer.

So a couple of things to clarify. CHARS falls under Polar Knowledge Canada, so I would have to defer to them to answer the progress on their activities. They are not affiliated with the Department of National Defence. However, I can say that we do collaborate with them when we do conduct patrols or operations in Cambridge Bay. We connect with the facility manager and the CEO of Polar Knowledge Canada. In fact, we just had a reconnaissance team that was there last week to coordinate with them how we can ensure mutually beneficial activities as we project across our area of responsibility. Thank you.

Mr. Walsh: Thank you, Mr. Chair. I think the brigadier-general has done a very good job of summarizing what I was going to say, so thank you.

Senator M. Deacon: Thank you for being here this afternoon. I have a couple of questions, but I also think I'll give National Defence a bit of a break because procurement and combat-ready is really critical and becoming more critical as we proceed. I'm, however, going to come to Global Affairs for this particular question. Again, thank you all for being here.

I'm wondering, as it was touched on earlier, we've seen over the years this increasing encroachment of Russia and China, two countries who have made no secret of their Arctic ambitions. On the other hand, there have been a number of conflicts perhaps between Canada and our traditional allies around sovereignty

possibilité d'accélérer le calendrier de production, monsieur le président.

Le président : Nous pourrions revenir sur cette question dans les séances à venir s'il le faut, en tout cas, merci beaucoup.

Le sénateur Oh : Je remercie les témoins. Ma question concerne la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique. J'ai eu l'honneur d'aller la visiter il y a quelques années avec quelques sénateurs dans le cadre de la tournée et de l'étude arctiques, et il se trouve que j'étais à Cambridge Bay, au Nunavut, quand ce centre de recherche ultramoderne venait juste d'être achevé et qu'il était prêt à entrer en activité.

On m'a dit à l'époque que des scientifiques coréens et japonais ont été invités à effectuer des recherches dans la station. Quelqu'un peut-il nous dire ce qui s'est passé avec la station de recherche, et en quoi elle peut aujourd'hui nous aider à accroître notre défense et, aussi, si elle fonctionne de concert avec la section militaire du Canada? Merci.

Bgén Godbout : Monsieur le président, je serai ravi d'être le premier à tenter de répondre à cette question.

Il y a deux ou trois choses à éclaircir. La Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique relève de Savoir polaire Canada; je m'en remettrai donc à ses responsables pour faire état de l'avancement de leurs activités. Ils ne sont pas rattachés au ministère de la Défense nationale. Cependant, je peux dire que nous travaillons en collaboration avec eux quand nous effectuons des patrouilles ou menons des opérations à Cambridge Bay. Nous nous mettons en relation avec le gestionnaire du centre et la présidente-directrice générale de Savoir polaire Canada. En fait, une équipe de reconnaissance était là-bas la semaine dernière pour coordonner avec eux la manière dont nous pouvons mener des activités mutuellement bénéfiques dans le cadre de nos projets dans notre domaine de responsabilité. Merci.

M. Walsh : Merci, monsieur le président. Je pense que le brigadier-général Godbout a fait un très bon travail en résumant ce que j'allais dire, donc merci.

La sénatrice M. Deacon : Merci d'être ici cet après-midi. J'ai deux ou trois questions, mais je pense également que je vais donner un peu de répit aux représentants du ministère de la Défense nationale, car l'approvisionnement et la préparation au combat sont vraiment essentiels et le deviennent davantage, au fur et à mesure que nous allons de l'avant. Je vais toutefois m'adresser aux représentants d'Affaires mondiales pour cette question en particulier. Encore une fois, merci à tous d'être ici.

Je me demande, comme cela a été abordé tout à l'heure... Nous avons constaté, au fil des années, que la Russie et la Chine, deux pays dont les ambitions dans l'Arctique ne sont plus un secret, empiétaient de plus en plus sur le territoire. Par ailleurs, il y a eu un certain nombre de conflits, peut-être, entre le Canada et ses

issues in the Northwest Passage and the legal extent of our continental shelf.

As Russia and China draw closer together, is there any movement on our part to take a zero-sum approach to Arctic sovereignty with our traditional allies in the area? Might it be better to present a more united, supranational front in the Arctic in the face of increasing China-Russia cooperation, even if that means there may be a sacrifice of some national sovereignty for the sake of a stronger, united defence posture?

Mr. Hamilton: Thank you, Mr. Chair. I will take a first shot at that and then perhaps turn over to some of my colleagues, Heidi Kutz and Stephen Randall.

The senator is quite correct in that in the past there have been disputes — I certainly wouldn't call them conflicts — with respect to the Northwest Passage, Hans Island vis-à-vis Greenland and Denmark. I would say in recent years, though, we have come to some accommodations and some understandings with those two countries in particular about how we see our sovereignty in the Arctic. There has been some agreement to disagree, but there's also been some progress on both of those issues.

With respect to Russia and China, that is a complex relationship, but we're alive to the fact that there are some areas of cooperation between those two countries, and China may indeed seek to leverage a lot of the new infrastructure that the Russians have built in their High Arctic. We see the two countries as distinct and having distinct interests, but there are areas of convergence that we are concerned about and that issues like NORAD modernization and our enhanced defence and surveillance capability in the North, we hope, will be able to put us in better stead.

I don't know if one or both of Heidi or Stephen — Stephen is our director of oceans law and has a detailed knowledge of the Northwest Passage — would like to comment as well.

Stephen Randall, Director, Oceans, Environmental and Aerospace Law Division, Global Affairs Canada: I can comment, Kevin. Thank you very much.

Mr. Chair, with respect to the Northwest Passage, we see that in Canada as internal waters by virtue of the historic title, and that is not the same view as the United States. However, it's a disagreement that's well managed. We do have an agreement with the United States from 1988, the Agreement Between the Government of Canada and the Government of the United States

alliés traditionnels concernant des questions de souveraineté dans le passage du Nord-Ouest et l'étendue de notre plateau continental, aux yeux de la loi.

Étant donné que la Russie et la Chine se rapprochent, envisageons-nous d'adopter avec nos alliés traditionnels dans la région une approche à somme nulle sur la souveraineté dans l'Arctique? Ne serait-il pas préférable de constituer un front plus uni et supranational dans l'Arctique face à la collaboration croissante entre la Chine et la Russie, même si cela signifie que l'on puisse sacrifier en partie la souveraineté nationale au profit d'une défense plus forte et unie?

M. Hamilton : Merci, monsieur le président. Je vais essayer de répondre à cette question, et ensuite je céderai peut-être la parole à certains de mes collègues, à Mme Heidi Kutz et à M. Stephen Randall.

La sénatrice a tout à fait raison de dire qu'il y a eu des différends dans le passé — je ne parlerais certainement pas de conflits —, en ce qui concerne le passage du Nord-Ouest et l'île Hans, avec le Groenland et le Danemark. Je dirais que, au cours des dernières années, nous avons toutefois trouvé certains compromis et des accords avec ces deux pays en particulier sur la façon dont nous voyons notre souveraineté dans l'Arctique. Nous nous sommes mis d'accord pour être en désaccord, d'une certaine façon, mais il y a eu aussi des progrès sur ces deux questions.

En ce qui concerne la Russie et la Chine, c'est une relation complexe, mais nous sommes conscients du fait qu'il existe quelques domaines de collaboration entre ces deux pays, et la Chine peut en effet chercher à tirer parti d'un grand nombre des nouvelles infrastructures que les Russes ont construites dans leur partie de l'Extrême-Arctique. Nous considérons les deux pays comme distincts et ayant des intérêts distincts, mais il y a des domaines de convergence qui nous préoccupent, et les questions telles que la modernisation du NORAD et nos capacités de défense et de surveillance améliorées dans le Nord, espérons-le, nous permettront d'être en meilleure position.

Je ne sais pas si Mme Kutz ou M. Randall, ou les deux — M. Randall est le directeur de la Division du droit des océans et il a des connaissances détaillées sur le passage du Nord-Ouest — voudraient également commenter.

Stephen Randall, directeur, Division du droit des océans, de l'environnement, de l'air et de l'espace, Affaires mondiales Canada : Je peux commenter, monsieur Hamilton. Merci beaucoup.

Monsieur le président, en ce qui concerne le passage du Nord-Ouest, au Canada, nous considérons qu'il s'agit d'eaux intérieures en vertu du titre historique, et ce n'est pas le même point de vue que celui des États-Unis. Cependant, il s'agit d'un désaccord bien géré. Nous avons conclu un accord avec les États-Unis depuis 1988, l'Accord entre le Gouvernement du

of America on Arctic Cooperation, which allows us to manage that particular disagreement.

With respect to the boundary issues, we have only two. We have one with Denmark and Greenland on the eastern side with Hans Island. There is a current task force between the two nations that is working on a settlement for that particular issue. On the western side, there is the disagreement over the Beaufort Sea and how far the Alaska land boundary goes, whether it goes into the maritime areas or whether it then curves off into an equidistant line. That will depend a lot on what happens with the continental shelf which is beyond 200 nautical miles because both countries decided many years ago that they would solve the inside 200 and outside 200 as a package.

So both are quite well managed and both are moving towards a resolution, hopefully soon.

Heidi Lorraine Kutz, Senior Arctic Official and Director General for Arctic, Eurasian, and European Affairs, Global Affairs Canada: Thank you, Mr. Chair. I will leave it at that. I don't have anything to add on top of my colleagues' comments.

Senator Dasko: First of all, I'd like to acknowledge that I was a recent guest on the *Harry DeWolf*, 24 hours on *Harry*, and I'm very grateful to have been a guest. We did not go to the Arctic. We just went around the bay in Halifax and out to the ocean for 24 hours and then took a tour of the submarine *Windsor* the following day. I want to acknowledge and say that I was tremendously grateful to be a guest of Vice-Admiral Baines and his colleagues, and I really appreciated that. I felt I learned a great deal, so thank you very much for that opportunity.

I have to say after touring the *Windsor* submarine, I have to say that *Harry* is rather palatial compared to the digs on the submarine.

In any case, I want to drill down more about the Ukrainian situation, because when I look at what has happened with the invasion of Ukraine, it seems as if our world has changed. I want to get a sense from you as to whether the events in Ukraine represent some sort of tipping point in the way we are viewing Arctic security issues.

Do you see it as a tipping point where we have to make real changes that would respond to the situation, or, in fact, are the plans that we have made sufficient; and the directions that we are going, are those sufficient to deal with this incredible situation that we find ourselves in?

Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la coopération dans l'Arctique, qui nous permet de gérer ce désaccord.

En ce qui concerne les questions des frontières, nous en avons seulement deux. Nous en avons une avec le Danemark et le Groenland à l'est avec l'île Hans. Un groupe de travail entre les deux nations travaille actuellement sur un accord concernant cette question en particulier. À l'ouest, il y a le désaccord sur la mer de Beaufort et sur l'étendue des frontières terrestres de l'Alaska, sur la question de savoir si elles s'étendent dans les zones maritimes ou si elles forment une courbe à un point équidistant. Cela dépend beaucoup de ce qui se passe avec le plateau continental qui va au-delà des 200 milles marins, car, il y a de nombreuses années, les deux pays ont décidé qu'ils allaient régler en bloc la question des 200 milles intérieurs et des 200 milles extérieurs.

Les deux enjeux sont donc assez bien gérés, et on se dirige vers un règlement, espérons-le, bientôt.

Heidi Lorraine Kutz, haute représentante pour l'Arctique et directrice générale des Affaires arctiques, eurasiennes et européennes, Affaires mondiales Canada : Merci, monsieur le président. Je vais en rester là. Je n'ai rien à ajouter aux commentaires de mes collègues.

La sénatrice Dasko : Tout d'abord, j'aimerais souligner que j'ai été récemment invitée sur le *Harry DeWolf*; j'ai passé 24 heures sur le *Harry*, et je suis très reconnaissante d'avoir été invitée. Nous ne sommes pas allés en Arctique. Nous avons seulement fait le tour de la baie à Halifax et nous sommes allés sur l'océan pendant 24 heures, avant de visiter le sous-marin *Windsor*, le lendemain. J'aimerais souligner et dire que j'étais extrêmement reconnaissante d'être une invitée du vice-amiral Baines et de ses collègues, et j'ai vraiment apprécié cela. J'ai senti que j'ai beaucoup appris, alors merci beaucoup de cette occasion.

Après avoir visité le sous-marin *Windsor*, je dois dire que le *Harry* est un véritable palace par rapport au sous-marin.

Quoi qu'il en soit, j'aimerais en savoir plus sur la situation en Ukraine, car, quand je vois ce qui s'est passé avec l'invasion de l'Ukraine, on dirait que notre monde a changé. J'aimerais que vous m'aidiez à comprendre si les événements en Ukraine représentent en quelque sorte un point de bascule dans la façon dont nous considérons les questions de la sécurité en Arctique.

Considérez-vous qu'il s'agit d'un point de bascule, où nous devons apporter de véritables changements qui nous permettraient de réagir à la situation ou si, en fait, les plans que nous avons élaborés sont suffisants; la direction dans laquelle nous allons est-elle la bonne; tout cela est-il suffisant pour gérer cette situation incroyable dans laquelle nous nous trouvons?

The Chair: Thank you, Senator Dasko. That's an absolutely critical question at this point, I think we'd all agree.

Mr. Hamilton: I'm sure my colleagues at National Defence and in the CAF will have something to say about this.

The question as to whether the situation in Ukraine means that something has changed: yes, but geography has not changed. That would be my initial reaction.

The Russian invasion of Ukraine is egregious and illegal — and take whatever other adjective you can imagine — but it is a function of geography as well. Here you have two neighbouring countries that have a long land border and a Russian regime intent on invasion. We don't have that same situation vis-à-vis Russia in the Arctic. Unlike our NATO ally Norway, we don't share a land border with Russia. It's not the same strategic calculation.

I don't think what is continuing to happen outrageously in Ukraine changes our military analysis, but it does make us have a second thought about Russia's view of the world and Putin's intent. He's made very clear that he is running a regime that is expansionist and that wants to, in his view, right past historical wrongs. So to the extent that he is taking his country in a more militant direction, that is something we have to be worried about, not only in the European context, but with respect to our own Arctic as well.

MGen. Wright: I would like to respond to the question about whether it is a tipping point. That is difficult to say, but since February 24, the world has changed because of the illegal and unprovoked invasion of Ukraine.

As Chief of the Defence Staff General Eyre said over the weekend on CBC's "The House," is this a 1914 moment; is it a 1945 moment? I've been in the military for 30 years. I joined as the Cold War was ending. I have been through 9/11. What does this represent for the future?

We can say that Russia has long considered themselves, prior to the invasion of Ukraine, to be in conflict with the West already. When we look at Russia and China, both of those nations seek to work around the established rules-based international order in a way that fits their authoritarian world view and their own national interests.

The Chair: There's time for one brief comment if anyone would like to add to this. It's a pretty big question.

Le président : Merci, sénatrice Dasko. C'est une question absolument essentielle à ce stade, je pense que nous sommes tous d'accord.

M. Hamilton : Je suis certain que mes collègues du ministère de la Défense et des Forces armées canadiennes auront quelque chose à dire à ce sujet.

Pour ce qui est de savoir si la situation en Ukraine signifie que quelque chose a changé, la réponse est oui, mais la géographie n'a pas changé. Ce serait ma première réponse.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est inacceptable et illégale — et prenez n'importe quel autre adjectif auquel vous pensez —, mais cela tient également à la géographie. Dans ce cas, vous avez deux pays voisins qui partagent une grande frontière terrestre, et un régime russe qui a l'intention d'envahir son voisin. Nous ne sommes pas dans la même situation concernant la Russie dans l'Arctique. Contrairement à notre allié de l'OTAN, la Norvège, nous ne partageons pas de frontière terrestre avec la Russie. Il ne s'agit pas des mêmes calculs stratégiques.

Je ne pense pas que ce qui continue de se produire de manière scandaleuse en Ukraine change notre analyse militaire, mais cela nous fait réfléchir sur la vision du monde de la Russie et sur l'intention de Poutine. Il a très clairement montré qu'il dirige un régime expansionniste et qu'il veut, selon moi, redresser les torts historiques du passé. Dans la mesure où il mène son pays dans une direction plus militaire, c'est là quelque chose dont nous devons nous inquiéter, non seulement dans le contexte européen, mais aussi en ce qui concerne notre propre Arctique également.

Mgén Wright : J'aimerais répondre à la question de savoir si c'est un point de bascule. C'est difficile à dire, mais depuis le 24 février, le monde a changé en raison de l'invasion illégale et sans provocation de l'Ukraine.

Comme l'a dit le chef d'état-major de la défense, le général Eyre, cette fin de semaine, sur les ondes de la CBC, à l'émission *The House*, nous vivons un moment de 1914... ou est-ce un moment de 1945? Je suis dans l'armée depuis 30 ans. J'ai rejoint l'armée à la fin de la Guerre froide. J'ai vécu les événements du 11 septembre. Qu'est-ce que cela représente pour l'avenir?

Nous pouvons dire que la Russie, avant son invasion de l'Ukraine, se considérait déjà, depuis longtemps, comme en conflit avec l'Occident. Quand nous pensons à la Russie et à la Chine, ces deux pays cherchent à contourner l'ordre international établi, fondé sur des règles, d'une manière qui correspond à leur vision autoritaire du monde et à leurs propres intérêts nationaux.

Le président : Nous avons le temps pour un commentaire rapide, si quelqu'un veut ajouter quelque chose à cela. C'est une question assez vaste.

Mr. Quinn: The question about whether or not we have what we need to deal with this changing environment and do we have the capabilities we need, I would agree with what others have said about the extent to which what we're seeing in Ukraine marks a significant real change.

I wanted to add that the efforts to modernize NORAD and to strengthen continental defence that I mentioned a few moments ago would be forthcoming soon.

I won't say that we predicted that Putin would invade Ukraine in the way that he has, but we certainly, for a number of years now, have been observing trends: the return to kind of strategic competition between major powers, a hardening of positions, a greater willingness by some of our key competitors or potential adversaries to go to fairly extreme lengths to advance their own interests at the expense of ours. All of these observations have been taken into account in the context of the proposals that are going forward, and we're expecting a decision soon.

We have recognized for some time that the world is changing and new types of capabilities are needed to succeed and to properly defend Canada and Canadian interests in this new environment. We're hoping to move forward with some of those in the very near future. Thank you.

Senator Dasko: Thank you.

Senator Yussuff: Thank you, witnesses, for being here today. My question is two points. First, the North is changing at a rapid rate that we couldn't have predicted 10 or 15 years ago with climate change. The strategic interests of the North, of course, are vastly of bigger importance to Canada today than at any time.

Given the speed in which climate change is bringing about change in the North, has the military accelerated its perspective on how we can defend the North, given the speed of climate change, or enhanced our ability to recognize that everything in the North is going to change at a speed we could not have predicted 10 or 15 years ago?

BGen. Godbout: Indeed, climate change and the growing level of activity in the Arctic does increase the risk of both natural and human-caused disasters in the Canadian North. This is where we need to look at beyond traditional military trap in the defence of the Arctic that we've been talking about, but really overall Arctic security.

M. Quinn : En ce qui concerne la question de savoir si nous avons ou non ce dont nous avons besoin pour faire face à cet environnement changeant et si nous avons les capacités nécessaires, je suis d'accord avec ce que les autres ont dit sur la mesure dans laquelle ce que nous voyons en Ukraine constitue un changement réellement important.

J'aimerais ajouter que les efforts visant à moderniser le NORAD et à renforcer la défense continentale que j'ai mentionnés plus tôt seront bientôt déployés.

Je ne dirai pas que nous avons prévu que Poutine envahirait l'Ukraine de la façon dont il l'a fait, mais certainement, pendant un certain nombre d'années maintenant, nous avons observé les tendances, à savoir le retour à une sorte de concurrence stratégique entre les grandes puissances, un durcissement des positions, une plus grande volonté de certains de nos principaux concurrents ou adversaires potentiels de faire l'impossible pour servir leurs propres intérêts au détriment des nôtres. Toutes ces observations ont été prises en considération dans le contexte des propositions qui sont présentées, et nous attendons une décision prochainement.

Nous reconnaissons depuis un certain temps que le monde change et que de nouveaux types de capacités sont nécessaires pour réussir et défendre correctement les intérêts du Canada et des Canadiens dans ce nouvel environnement. Nous espérons aller de l'avant dans certains de ces dossiers, dans un avenir très proche. Merci.

La sénatrice Dasko : Merci.

Le sénateur Yussuff : Je remercie les témoins d'être ici aujourd'hui. Ma question porte sur deux points. D'abord, le Nord change à un rythme rapide que nous n'aurions pas pu prévoir il y a 10 ou 15 ans avec les changements climatiques. Les intérêts stratégiques du Nord sont, bien sûr, beaucoup plus importants pour le Canada aujourd'hui qu'à n'importe quel moment.

Compte tenu de la vitesse à laquelle les changements climatiques entraînent des changements dans le Nord, les forces armées ont-elles accéléré leur réflexion sur la façon dont nous pouvons défendre le Nord, compte tenu du rythme des changements climatiques, ou améliorer notre capacité de reconnaître que tout changera dans le Nord à une vitesse que nous n'aurions pas pu prévoir il y a 10 ou 15 ans?

Bgén Godbout : Bien sûr, les changements climatiques et les niveaux croissants d'activité dans l'Arctique augmentent effectivement le risque de catastrophes naturelles et de catastrophes d'origine humaine dans le Nord canadien. C'est sur cela que nous devons nous pencher au-delà des pièges militaires traditionnels liés à la défense de l'Arctique dont nous avons

What we've been seeing is an increase in both the complexity and the frequency of domestic response operations that have been coordinated by Joint Task Force North in the region. We've been preparing for this through various means.

First, the Arctic Security Working Group has provided us a holistic forum for federal, territorial and Indigenous governments to discuss these concerns, alongside with academia, non-government organizations and the northern communities that are affected.

This has enabled us to share observations and best practices to improve our knowledge of how the North is changing and increase our readiness.

Then we transition to things like operation NANOOK-TATIGIIT, where we have live exercises that provide us an annual opportunity to explore the threats of concern to the territorial emergency management organization and conducting scenario-based live exercises. This has really proved beneficial to us. This was a factor in the success of recent CAF response to request for assistance under Operation LENTUS, that happened successively in the past year. Thank you, senator.

Senator Yussuff: Given the economic interest that will now be part of our strategic interest in the North, for the first time in our history we're going to have new shipping corridors in the North. Has the military analysis of how we protect that corridor changed in regard to our approach and how we defend the North?

BGen. Godbout: Mr. Chair, I will take this one as well. Obviously for us, surveillance and control of the North is critical. This starts with all-domain situational awareness. We've conducted operations throughout the year to really improve our situational awareness, especially with maritime situational awareness. We have had a reprieve in the past few years with the pandemic as there were tight controls with regard to any vessels heading through the Northwest Passage due to concern for the northern communities in exposing them to potential intercommunity transmission of COVID-19.

However, as activities resume, close monitoring of ships will be important. Again, I'm looking at threats other than military vessels. We're talking about other illicit or undetected activity.

parlé; nous devons vraiment envisager l'ensemble de la sécurité de l'Arctique.

Ce que nous avons constaté, c'est une augmentation de la complexité et de la fréquence des interventions nationales coordonnées par la Force opérationnelle interarmées (Nord), dans la région. Nous nous y sommes préparés par différents moyens.

D'abord, le Groupe de travail sur la sécurité de l'Arctique nous a fourni une tribune holistique où le gouvernement fédéral et les gouvernements territoriaux et autochtones discutent de ces préoccupations avec le monde universitaire, les organisations non gouvernementales et les collectivités du Nord qui sont touchées.

Cela nous a permis de mettre en commun des observations et des pratiques exemplaires pour améliorer nos connaissances sur les changements qui se produisent dans le Nord et renforcer notre préparation.

Ensuite, nous passons à des choses comme l'opération NANOOK-TATIGIIT, où nous effectuons des exercices réels qui nous offrent chaque année la possibilité d'explorer les menaces au chapitre de l'organisation territoriale de gestion des urgences qui nous préoccupent et de mener des exercices réels fondés sur des scénarios. Cela s'est révélé très bénéfique pour nous. Cela a joué un rôle dans la réussite des dernières interventions des Forces armées canadiennes découlant d'une demande d'aide dans le cadre de l'opération LENTUS, qui se sont succédé au cours de l'année dernière. Merci, monsieur le sénateur.

Le sénateur Yussuff : Compte tenu des intérêts économiques dont s'assortira maintenant notre intérêt stratégique dans le Nord, pour la première fois de notre histoire, nous allons avoir de nouvelles routes de navigation dans le Nord. L'analyse militaire de la façon dont nous protégeons cette route de navigation a-t-elle changé en ce qui concerne notre approche et la façon dont nous défendons le Nord?

Bgén Godbout : Monsieur le président, je vais également répondre à cette question. Évidemment, pour nous, la surveillance et le contrôle du Nord sont essentiels. Cela commence par la connaissance de la situation dans tous les domaines. Nous avons mené des opérations tout au long de l'année afin de réellement améliorer notre connaissance, surtout en ce qui concerne la connaissance de la situation maritime. Nous avons eu un peu de répit au cours des dernières années avec la pandémie, car des contrôles stricts ont été mis en place pour tous les navires qui ont emprunté le passage du Nord-Ouest, en raison de l'inquiétude relative à une éventuelle contamination entre les collectivités du Nord par la COVID-19.

Cependant, avec la reprise des activités, la surveillance étroite des navires sera importante. Encore une fois, je parle des menaces autres que les navires militaires. Nous parlons des

This is a whole-of-government effort to see how we respond to this.

However, it is also around legitimate activities: maritime disasters, search and rescue operations that might be required as a result and other environmental disasters might occur.

So I do believe we have explored a variety of scenarios to be prepared to react to this. Pan-government coordination to react to these types of scenarios has been rehearsed, and I believe we are well prepared. Thank you.

Senator Jaffer: Thank you to all of you for your presentations. I've learnt a lot.

I had a similar question as Senator Dasko, but mine wasn't about a tipping point; mine was about a wake-up call. Since what's happened in Ukraine started, is the focus going to change or is it too early to say? I wanted to have Global Affairs answer.

Mr. Hamilton: Once again, I'm happy to defer to Ms. Kutz if she has any views because she's responsible not only for the Arctic Council but also bilateral relations with both Russia and Ukraine.

As I said, I think the biggest change and the biggest wake-up call, as the senator characterizes it, is that there can be no going backward to a business-as-usual situation with Russia. Mr. Putin dealt his hand in 2014 when he illegally invaded and annexed Crimea, but there was still — I wouldn't suggest in Canada — but there was in various capitals around the world still this idea that those nations could still have a somewhat normal relationship with Russia. That is entirely off the table now.

In addition to violating Ukraine, Mr. Putin has discredited his own country. He has pulled his country into major global disrepute. So we will have to adjust our diplomacy, security analysis and, indeed, our military posture as a result of that.

How does that affect the Arctic? Once again I say that the situation in Russia and Ukraine is not analogous from a geographic perspective to the security challenges we face in the Arctic, but it is a factor when it speaks to the psychology of the Russian regime and our need to be very aware of our northern approaches and the fact that Russia is our distant neighbour but a neighbour nonetheless.

Heidi, do you want to add anything?

Ms. Kutz: Sure. Thank you very much. I'll just add a bit about the Arctic environment and the wake-up call, as it was framed.

autres activités illicites ou celles que l'on ne décèle pas. Il s'agit d'un effort pangouvernemental pour voir la manière dont nous réagissons à cela.

Cependant, cela concerne également les activités légitimes : les catastrophes maritimes, les opérations de recherche et de sauvetage connexes qui pourraient être nécessaires et les autres catastrophes environnementales qui peuvent se produire.

Je pense donc que nous avons exploré différents scénarios pour être prêts à réagir à cela. La coordination pangouvernementale pour réagir à ces types de scénarios doit être préparée, et je pense que nous sommes bien préparés. Merci.

La sénatrice Jaffer : Je vous remercie tous de vos exposés. J'ai beaucoup appris.

J'avais une question semblable à celle de la sénatrice Dasko, mais la mienne ne concernait pas le point de bascule; ma question portait sur un signal d'alarme. Depuis que ce qui se produit en Ukraine a commencé, l'orientation va-t-elle changer ou est-il trop tôt pour le dire? J'aimerais que les représentants d'Affaires mondiales répondent à la question.

M. Hamilton : Encore une fois, je suis ravi de céder la parole à Mme Kutz si elle a quelque chose à dire, car elle est responsable non seulement du Conseil de l'Arctique, mais également des relations bilatérales avec la Russie et l'Ukraine.

Comme je l'ai dit, je pense que le plus grand changement et le plus grand signal d'alarme, comme l'appelle la sénatrice, c'est qu'il ne peut y avoir de retour en arrière vers une situation habituelle avec la Russie. M. Poutine a mis la table en 2014, quand il a illégalement envahi et annexé la Crimée, mais il demeurerait — je ne dirais pas au Canada —, mais il y avait toujours cette idée dans différentes capitales du monde que ces nations pouvaient encore avoir une sorte de relation normale avec la Russie. Aujourd'hui, c'est tout à fait hors de question.

En plus de porter atteinte à l'Ukraine, M. Poutine a discrédité son propre pays. Il a jeté un grand discrédit mondial sur son pays. Nous devons donc adapter notre diplomatie, notre analyse de la sécurité et, bien sûr, notre posture militaire en conséquence.

Comment cela touche-t-il l'Arctique? Encore une fois, je dirais que, d'un point de vue géographique, la situation en Russie et en Ukraine n'est pas semblable aux défis en matière de sécurité auxquels nous faisons face dans l'Arctique, mais c'est un facteur à prendre en considération en ce qui concerne la psychologie du régime russe et la nécessité que nous soyons très attentifs à nos approches nordiques et au fait que la Russie est notre voisin éloigné, mais néanmoins un voisin.

Madame Kutz, voulez-vous ajouter quelque chose?

Mme Kutz : Certainement. Merci beaucoup. J'ajouterai quelque chose sur l'environnement de l'Arctique et le signal d'alarme, comme on l'a appelé.

In response to the actions that Russia has taken, there has been a significant and unprecedented response by the international community — Canada working with partners across the G7, together with the EU — working on two levels to economically impact the Putin administration to cause it to halt its current activities but also to work to politically isolate the decision that the Putin regime has taken.

It's in that environment — and I'll just use the example of the Arctic Council and the decision that was taken within it by Canada, together with the Kingdom of Denmark, Iceland, Finland, Sweden, Norway and the United States, to condemn those actions and to reflect on the impact those actions have on our ability to cooperate and uphold the fundamental aspects of that institution of sovereignty, territorial integrity and international law, given that Russia is the current chair of that body.

That particular organization has undertaken a temporary pause as we assess how we can move forward, not only to advance cooperation but also to protect the institution, the work it does and the people that it serves.

Similar decisions have also been made across international organizations dealing in other parts of the North, the High Arctic and around the world.

Those are just a few comments in terms of the broader aspects of that question.

The Chair: They were very helpful. Thank you.

[*Translation*]

Senator Boisvenu: I want to thank the people here this afternoon.

I think that the red flag triggered by the Ukraine-Russia conflict a few weeks ago should have been raised several years ago, in 2015 or 2016. We must take stock of our assets for protecting the North, but also for dealing with the people who claim that the North belongs to them. When you look at the current situation, in which NORAD needs a complete overhaul, the Russians have finished building their monitoring base in the Arctic Circle, and our North Warning System and NORAD can't detect new technology on Russian or other aircraft, it's cause for concern. We must take stock of the situation. Where does Canada stand in terms of its ability to respond militarily and to extend its authority over this territory?

En réponse aux mesures que la Russie a prises, il y a eu une réaction importante et sans précédent de la part de la communauté internationale — le Canada travaille en collaboration avec les partenaires de tout le G7 ainsi que l'Union européenne — en vue d'intervenir à deux niveaux pour toucher économiquement l'administration Poutine et l'amener à cesser ses activités actuelles, mais également pour isoler politiquement la décision que le régime de Poutine a prise.

C'est dans cet environnement... et j'utiliserai simplement l'exemple du Conseil de l'Arctique et la décision prise au sein de cette instance par le Canada, avec le Royaume du Danemark, l'Islande, la Finlande, la Suède, la Norvège et les États-Unis, pour condamner ces actions et réfléchir aux conséquences que ces actions ont sur notre capacité de collaborer et de maintenir les aspects fondamentaux de cette institution chargée d'assurer la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'application du droit international, étant donné que la Russie est l'actuel président de cet organe.

Cette organisation particulière a pris une pause temporaire pendant que nous évaluons la façon dont nous pouvons aller de l'avant, non seulement pour promouvoir la collaboration, mais également pour protéger l'institution, le travail qu'elle fait et les gens qu'elle sert.

Des décisions similaires ont également été prises dans toutes les organisations internationales qui s'occupent d'autres parties du Nord, de l'Extrême-Arctique et du monde entier.

Il s'agit seulement de quelques commentaires concernant les aspects généraux de cette question.

Le président : Ils étaient très utiles. Merci.

[*Français*]

Le sénateur Boisvenu : Je remercie les gens qui sont avec nous cet après-midi.

Je pense que la lumière rouge que le conflit Ukraine-Russie a déclenchée, il y a quelques semaines, aurait dû l'être il y a plusieurs années, en 2015 ou 2016. Il nous faut faire un bilan en ce qui a trait aux actifs que nous avons pour protéger le Nord, mais aussi pour faire face à ceux qui prétendent que le Nord leur appartient. Lorsqu'on regarde l'état de la situation, soit le NORAD qui est complètement à refaire, alors que les Russes ont fini la construction de leur base de contrôle dans le cercle polaire, et qu'on sait que notre Système d'alerte du Nord et NORAD ne peuvent pas détecter les nouvelles technologies à bord des avions russes ou les autres, c'est inquiétant. Ce qu'il nous faut faire comme travail, c'est le bilan : où en est le Canada

My question is for Major-General Wright, the Commander of intelligence for the Canadian Armed Forces, who must be up to date in terms of the information on the status of our troops. Russia has 30 submarines in the North, and we have none. Russia has a number of aircraft that can patrol the North, and we have almost none. Our aircraft, our F-18s, need a complete overhaul. My question is quite straightforward. For how many years do we need to make investments to catch up with the Russians in terms of their northern capability? How many years will it take, given that we're talking about billions of dollars in investments — not millions, but billions of dollars? In how many years will we be compared to the people who say that the North belongs to them?

MGen. Wright: The senator is very well informed about the dates and the Russian military personnel in terms of the number of submarines and aircraft.

[English]

It's not really a defence intelligence responsibility to answer about the capabilities. Canadian Forces Intelligence Command makes sure that our leadership, including the Minister of National Defence, is aware of the capabilities that Russia and other countries have so that plans can be made by policy and by operations to be able to confront those capabilities.

[Translation]

Senator Boisvenu: I have tremendous admiration for the Canadian Armed Forces. When you look at our technical response capability, it's lacking. Everyone agrees with that. In addition, we're told that we lack 12,000 military personnel in Canada. We have a technical issue and a human resources issue. Even if we had new planes and new submarines tomorrow morning, who would fly them and pilot them? My question is for Major-General Wright or Brigadier-General Godbout. Is there a practical strategy — not just talk — whereby we can look back in a decade or five years and say that we've achieved clear technical and human resources objectives? Brigadier-General Godbout?

BGen. Godbout: Thank you, Mr. Chair. I apologize, because neither of those two components of the question fall under my purview. However, I can at least try to answer the question. The recruitment strategy of the Canadian Armed Forces falls under the purview of the chief of military personnel, who could comment on developments in that area.

par rapport à sa capacité à intervenir sur le plan militaire, à étendre son autorité sur ce territoire?

Ma question est pour le major-général Wright, le commandant du renseignement des Forces armées canadiennes, qui doit être au diapason en matière d'information sur l'état de nos troupes. Lorsqu'on regarde la Russie qui a 30 sous-marins dans le Nord, nous n'en avons aucun; lorsqu'on regarde le nombre d'avions que la Russie a pour patrouiller dans le Nord, nous n'en avons presque pas et nos avions, nos F-18, sont à refaire complètement. Ma question est assez simple : sur combien d'années nous faudra-t-il investir pour rattraper les Russes sur le plan de leur capacité nordique? Combien d'années cela nous prendra-t-il, sachant qu'on parle de milliards de dollars d'investissements — pas de millions, mais de milliards de dollars? Combien d'années faudra-t-il pour nous comparer à ceux qui prétendent que le Nord leur appartient?

Mgén Wright : Le sénateur est très bien informé sur les dates et les militaires russes en ce qui a trait au nombre de sous-marins et d'avions.

[Traduction]

Ce n'est pas vraiment la responsabilité du renseignement de la Défense de répondre au sujet des capacités. Le Commandement du renseignement des Forces canadiennes s'assure que nos dirigeants, y compris le ministre de la Défense nationale, connaissent les capacités dont disposent la Russie et d'autres pays de sorte que des plans puissent être élaborés par les responsables des politiques et des opérations pour faire face à ces capacités.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : J'ai une admiration sans bornes pour les Forces armées canadiennes. Lorsqu'on regarde notre capacité d'intervention technique, elle est absente. Tout le monde est d'accord avec cela. En outre, on dit qu'il nous manque 12 000 militaires au Canada. Donc, nous nous trouvons devant un problème technique et un problème de ressources humaines. Même si demain matin on avait de nouveaux avions, de nouveaux sous-marins, qui les piloterait et qui les conduirait? Ma question est pour le major-général Wright ou le brigadier-général Godbout : y a-t-il une stratégie pratique — pas seulement un discours — qui nous mènera dans une décennie ou dans cinq ans, pour nous dire qu'on aura réalisé des objectifs clairs sur le plan technique et en matière de ressources humaines? Brigadier-général Godbout?

Bgén Godbout : Alors, merci, monsieur le président. Donc, je m'excuse, parce que ni l'un ni l'autre de ces deux aspects de la question ne fait partie de mes fonctions, mais je peux au moins tenter de répondre à la question. Pour la stratégie de recrutement des Forces armées canadiennes, cela relèverait du chef du personnel militaire, qui pourrait répondre relativement aux développements qui ont eu lieu à ce sujet.

In terms of a timeline for the development of future capabilities — a development that Mr. Quinn has already described in detail — the question must be referred to headquarters, unfortunately. I don't have that information. I apologize.

Senator Boisvenu: I completely understand your response and I sympathize with you.

However, you're on the ground. At some point, you must tell your high command the following: this is what I need to do my job properly on both a technical and personal level. You're on the ground. The Minister of National Defence won't determine the needs. She makes the political decision, but you determine the needs. Is this done to assure us that, when we finish our work, we can have a minimum amount of information to give the government a strategy so that Canada does its job properly in the North?

[English]

The Chair: I'm going to intervene. We've run a bit over time on this question. We can come back on second round if there is an interest in doing that.

Senator Klyne: Thank you to our panel guests. China's characterization of itself as a near-Arctic circle is viewed to be erroneous. Nonetheless, China has designs on expanding its scientific engagement in the region, build nuclear-powered icebreakers which increases Arctic transit by, as they say, Chinese civilians but also military vessels. Russia looks to modernize military infrastructure and has its military presence in the Arctic. While a number of these initiatives can be interpreted or played down as part of the normal modernization of aging military infrastructure and other equipment, it still appears to be an investment in hard-power military capabilities and assets.

NATO members take note of this. They are concerned about changes in Russia's military capabilities in the Arctic; however, Canada views this threat as very low at this moment but, I would assume, takes nothing for granted and will continue to monitor the situation.

The U.S., on the other side, has of late taken interest in the region. Previous to this, the last three years ago, it had little interest in the region until recently when it began to recognize an increase in geopolitical competition with China and Russia in the last two years and has upped its game.

Ensuite, en ce qui concerne un échéancier pour le développement des capacités futures —développement dont M. Quinn a déjà donné beaucoup de détails — on devra transmettre la question au quartier général, malheureusement. Je n'ai pas cette information, je m'excuse.

Le sénateur Boisvenu : Je comprends très bien votre réponse et je sympathise avec vous.

Cependant, vous êtes sur le terrain. Vous devez, à un certain moment, dire à votre haut commandement : voici ce dont j'ai besoin pour bien faire mon travail, tant sur le plan technique que sur le plan personnel. Vous êtes sur le terrain. Ce n'est pas la ministre de la Défense nationale qui va définir ce dont on a besoin — elle prend plutôt la décision politique —, mais c'est vous qui déterminez les besoins. Est-ce que cela est fait pour nous assurer que lorsque nous aurons terminé nos travaux, nous pourrons avoir un minimum d'information pour présenter au gouvernement une stratégie, pour assurer que le Canada fait bien son travail dans le Nord?

[Traduction]

Le président : Je vais intervenir. Nous avons un peu dépassé le temps prévu sur cette question. Nous pouvons y revenir pendant la deuxième série de questions si vous le souhaitez.

Le sénateur Klyne : Je remercie nos témoins. Je sais que le fait que la Chine se décrive comme un État quasi arctique est considéré comme erroné. Néanmoins, la Chine cherche à étendre sa participation scientifique dans la région, à construire des brise-glace à propulsion nucléaire, ce qui augmente la circulation dans l'Arctique, comme ils disent, de navires civils, mais également de navires militaires chinois. La Russie cherche à moderniser l'infrastructure militaire et a une présence militaire dans l'Arctique. Bien qu'un certain nombre de ces initiatives puissent être interprétées ou considérées comme s'inscrivant dans le cadre de modernisation normale d'infrastructures et d'autres équipements militaires vieillissants, il semble toujours s'agir d'un investissement dans des capacités militaires puissantes et des actifs.

Les membres de l'OTAN en ont pris note. Ils s'inquiètent de l'évolution des capacités militaires russes dans l'Arctique; toutefois, le Canada considère cette menace comme étant très faible aujourd'hui, mais je suppose qu'il ne faut rien tenir pour acquis, et nous continuerons de surveiller la situation.

Par ailleurs, les États-Unis se sont récemment intéressés à la région. Avant cela, ils n'avaient que peu d'intérêt dans la région jusqu'à récemment, quand ils ont commencé à constater une augmentation de la concurrence géopolitique avec la Chine et la Russie au cours des deux dernières années, et ont renforcé leurs activités.

There was a question earlier around concerns relating to Canada's Arctic sovereignty, including unresolved territorial and maritime disputes and claims, and Denmark was mentioned as one of those unresolved sovereignty issues. But these disputes and claims are often centred on Canada's control over its jurisdictional waters and the legal status of the Northwest Passage.

I'd like to know where the real issues are in our sovereignty and unreserved territorial maritime disputes, and what is keeping us up at night there and where do we need to focus on?

Since the mid-2000s, we've been rebuilding our capabilities. I know shipbuilding is not on time. It's over budget in a lot of areas. The Arctic is regaining some prominence in our agendas. However, the country's conventional military presence and CAF's operating capabilities in the Arctic continue to appear to be limited. The CAF continues to face significant challenges to effective mobilization.

So with the sovereignty, where are we staying up at nights here? On the issue of mobilization for the CAF, where do we stand on that?

The Chair: We've got just over a minute where we stand in one sense of the word. We'll give you a little bit of extra time because these are important questions.

Mr. Quinn: Maybe I can start, and if there's any comments from Global Affairs on the specific comments about sovereignty and disputes, I would hand it over to my colleagues at Global Affairs Canada.

In terms of the capabilities that we need, what keeps us up at night, these are certainly the kinds of questions we've been asking ourselves for some time. In Strong, Secure, Engaged, our current defence policy, I think we previewed some of the challenges we're seeing in terms of the return to great power competition, the impacts of climate change, but to some extent we've been somewhat surprised at how quickly some of those changes are manifesting themselves. Obviously, the crisis in Ukraine is a recent example, but there are other examples, including some of the things that our competitors have been doing well below the threshold of armed conflict in terms of cyberspace, the interference in the democratic process and other things. We've certainly been thinking about these things for some time.

As mentioned, we're in a bit of a tricky time right now in terms of providing details on the plans, and this goes to the previous question as well to some extent. We're actively

Une question a tout à l'heure été posée au sujet des préoccupations relatives à la souveraineté du Canada dans l'Arctique, y compris les revendications et les différends maritimes et territoriaux non réglés, et le Danemark a été mentionné en rapport avec l'une de ces questions de souveraineté non résolues. Mais ces différends et revendications portent souvent sur le contrôle qu'assure le Canada sur ses eaux territoriales et sur le statut juridique du passage du Nord-Ouest.

J'aimerais savoir où se situent les véritables enjeux au chapitre de notre souveraineté et de nos différends maritimes territoriaux non résolus, ce qui nous préoccupe et ce sur quoi nous devons nous concentrer?

Depuis la moitié des années 2000, nous rétablissons nos capacités. Je sais que la construction navale accuse un retard. Nous dépassons le budget dans de nombreux domaines. L'Arctique reprend une certaine importance dans nos ordres du jour. Cependant, la présence militaire conventionnelle du pays et les capacités opérationnelles des Forces armées canadiennes dans l'Arctique semblent toujours limitées. Les Forces armées canadiennes font toujours face à des défis importants au moment d'assurer une mobilisation efficace.

Pour ce qui a trait à la souveraineté, quels dossiers nous préoccupent? Où en sommes-nous dans le dossier de la mobilisation des Forces armées canadiennes?

Le président : Il nous reste qu'un peu plus d'une minute pour indiquer notre position dans un certain sens. Nous allons vous accorder un peu plus de temps parce qu'il s'agit de questions importantes.

M. Quinn : Je pourrais peut-être commencer, et si Affaires mondiales Canada a des commentaires particuliers au sujet de la souveraineté et des différends, je céderai la parole à mes collègues d'Affaires mondiales Canada.

Pour ce qui est des capacités dont nous avons besoin, de ce qui nous préoccupe vraiment, c'est certainement le genre de questions que nous nous posons depuis un certain temps. Dans le cadre de la politique Protection, Sécurité, Engagement, notre politique actuelle de défense, je crois que nous avons donné un aperçu des défis que nous envisageons avec le retour de la rivalité entre les grandes puissances, les effets des changements climatiques, mais nous avons été en quelque sorte surpris de la rapidité avec laquelle certains de ces changements se sont produits. De toute évidence, la crise en Ukraine est un exemple récent, mais il y a d'autres exemples, dont certaines choses que nos rivaux ont réussi à faire sans aller, loin de là, jusqu'à un conflit armé pour ce qui est du cyberspace, de l'ingérence dans le processus démocratique et d'autres choses. Nous réfléchissons certainement à ces choses depuis quelque temps.

Comme il a été mentionné, nous traversons une période quelque peu délicate à l'heure actuelle pour ce qui est de fournir des détails sur les plans, et cela concerne également la question

pursuing a decision on what these future investments will look like. I am looking forward to being able to share more details on that soon, but certainly we're taking all of those factors into consideration. They're all being taken into account as we look ahead to specific investments in new capabilities to strengthen continental defence as outlined in the minister's mandate letter. A lot of those, as you can imagine, will be centred in the Arctic and Canada's North.

The Chair: That was a fulsome answer and a very economic one. We'll move on to round two.

[*Translation*]

Senator Dagenais: I have a quick question for Brigadier-General Godbout. How many times have you had to respond in the past few months to repel air intrusions over our Arctic territory? Also, how long does it take to respond when an alert is triggered?

BGen. Godbout: Thank you for the question.

Just to be clear, I'm not responsible for NORAD operations. When you talk about intrusions and responses and the associated timelines, that's a matter for NORAD command. I can't answer those questions, unfortunately. I apologize. Thank you.

[*English*]

Senator Mercer: I'll be very brief and continue on with my earlier questions about our readiness in the Arctic.

One of the big factors missing, not just from a defence point of view but from a development point of view as well, is our ability for shipping to operate in the Arctic. Yes, we can probably now move through the Arctic Ocean and through the Bering Strait and that gives some advantages to shipping; however, for the growth of the Arctic and for us to grow not just the population but the economic impact that activity in the Arctic can have on us, we need some not just military infrastructure, but infrastructure that supports the military, like a port in the Arctic. Where are we with this? We've talked about this for years, and various governments — not just this government but previous governments — have talked about putting a port in. Where do we stand with that?

précédente dans une certaine mesure. Nous cherchons activement à prendre une décision pour planifier les investissements à venir. J'ai hâte de pouvoir donner bientôt davantage de détails à ce sujet, mais il est certain que nous tenons compte de tous ces facteurs. Ils sont tous pris en considération alors que nous envisageons les investissements précis à prévoir pour les nouvelles capacités visant à renforcer la défense continentale, comme l'indique la lettre de mandat de la ministre. Une bonne partie de ces investissements, comme vous vous en doutez, seront consacrés à l'Arctique et le Nord du Canada.

Le président : C'était une réponse exhaustive et très économique. Nous allons passer à la deuxième série de questions.

[*Français*]

Le sénateur Dagenais : Ma question est très courte et s'adresse au brigadier-général Godbout. Pouvez-vous nous dire combien de fois vous avez dû intervenir au cours des derniers mois pour repousser des intrusions aériennes au-dessus du territoire arctique qui est le nôtre? De plus, quel est le délai d'intervention lorsqu'une alerte est déclenchée?

Bgén Godbout : Merci beaucoup pour la question.

Pour clarifier, je ne suis pas responsable des opérations du NORAD. Donc, quand on parle d'intrusion et de réaction ainsi que des délais connexes, cela concerne le commandement du NORAD. Donc, je ne peux pas répondre à ces questions, malheureusement. Je m'excuse. Merci.

[*Traduction*]

Le sénateur Mercer : Je serai très bref et poursuivrai en posant les questions que j'ai déjà posées au sujet de notre état de préparation dans l'Arctique.

L'un des facteurs importants qui brillent par leur absence, non seulement du point de vue de la défense, mais également du point de vue du développement, c'est notre capacité de naviguer dans l'Arctique. Oui, nous pouvons probablement nous déplacer, maintenant, dans l'océan Arctique et dans le détroit de Béring, et cela comporte certains avantages au chapitre de la navigation; cependant, pour assurer la croissance de l'Arctique et notre croissance, au chapitre pas seulement de la démographie, mais aussi des répercussions économiques que les activités dans l'Arctique peuvent avoir sur nous, nous avons besoin d'une infrastructure militaire, mais également d'une infrastructure qui soutient nos forces armées, comme un port dans l'Arctique. Où en sommes-nous à cet égard? Nous en parlons depuis des années,

Mr. Quinn: I can start off if that suits, and then I'm not sure if Brigadier-General Godbout may have more to add.

In terms of infrastructure, you are absolutely right that this is critical to the Canadian Armed Forces' ability to operate effectively in the North, to respond quickly to any range of contingencies. I don't have an answer for you on the specific question on the port, but I will say that in the course of our work to identify proposals for NORAD modernization and broader strengthening of National Defence, we have been conducting initial consultations with territorial governments through their intergovernmental affairs services and also with Indigenous leadership groups in the North through the Arctic and Northern Policy framework that all partners table with a view to soliciting advice from them on what they need: what are their key priorities from an infrastructure perspective? So as we are advancing our own plans to enhance Canadian Armed Forces infrastructure and potentially build on the current footprint that we're seeking out and maximizing opportunities for the wider benefits that you mention, for northern communities, whether it be through airfields or other kinds of infrastructure, including communications infrastructure and so on.

As well, research and development, the Canadian Armed Forces share a lot of the same challenges that northern communities have in the Arctic, for example, for power demands. So we're doing lots of research and development into green power and alternative energy solutions that could yield benefits for northern communities as well. So you're absolutely right, and that's certainly going to remain a prime consideration for us as we seek to pursue some of these initiatives in the near future. Thank you, Mr. Chair.

[Translation]

Senator Boisvenu: Once again, I want to thank the people here to shed some light on our mandate to conduct a study on Canada's situation in the North.

My first question is for the military personnel or for Ms. Kutz, the senior Arctic official. Will the negotiations with the United States regarding the renewal of the NORAD agreement, which dates back to 1958, if my memory serves me correctly, and the

et différents gouvernements — pas seulement le gouvernement actuel, mais les gouvernements précédents — ont parlé d'installer un port là-bas. Où en sommes-nous à cet égard?

M. Quinn : Je peux commencer si cela convient, et puis peut-être que le brigadier-général Godbout aura quelque chose à ajouter.

Pour ce qui est de l'infrastructure, vous avez absolument raison de dire que, pour que les Forces armées canadiennes puissent mener efficacement leurs activités dans le Nord, il faut répondre rapidement à tous les types de situations d'urgence. Je ne peux pas vous donner une réponse à la question précise concernant le port, mais je peux vous dire que, alors que nous travaillons à trouver des solutions de modernisation du NORAD et de renforcement général de la Défense nationale, nous avons tenu des consultations initiales avec les gouvernements territoriaux par l'intermédiaire de leurs services des affaires intergouvernementales et également avec les groupes de dirigeants autochtones du Nord dans le contexte du Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord auquel tous les partenaires sont partie, afin de solliciter leur avis au sujet de leurs besoins : quelles sont leurs principales priorités en matière d'infrastructure? Donc, nous élaborons nos propres plans pour renforcer l'infrastructure des Forces armées canadiennes et pour éventuellement miser sur notre présence actuelle, que nous cherchons à accroître, et nous maximisons les possibilités d'avantages plus importants, dont vous avez fait mention, pour les collectivités du Nord, que ce soit au moyen de terrains d'aviation ou d'autres types d'infrastructure, y compris une infrastructure de communications et ainsi de suite.

De plus, en matière de recherche et développement, les Forces armées canadiennes font face aux mêmes difficultés que les collectivités du Nord dans l'Arctique, par exemple, concernant les demandes d'électricité. Nous menons donc de nombreuses activités de recherche et développement portant sur l'énergie verte et les solutions énergétiques de remplacement qui pourraient également apporter des avantages aux collectivités du Nord. Vous avez donc absolument raison, et cela demeurera certainement un facteur important à prendre en considération alors que nous cherchons à poursuivre certaines de ces initiatives dans un avenir rapproché. Merci, monsieur le président.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Encore une fois, merci beaucoup aux gens qui sont ici pour nous éclairer sur le mandat qu'on s'est donné de faire une étude sur l'état de la situation du Canada dans le nord du pays.

Ma première question s'adresse au personnel militaire ou à Mme Kutz, qui est haute représentante pour l'Arctique. Est-ce que les négociations avec les États-Unis quant au renouvellement de l'entente du NORAD, qui date de 1958, si ma mémoire est

agreement to renew detection radars in the North be completed soon? We know that billions of dollars will be invested.

My second question is the following. If there were a conflict between Canada and Russia, is Canada prepared to handle this type of conflict?

[*English*]

The Chair: The first is arguably an easier question to answer, I hope. So who wants to deal with the radar question?

Mr. Quinn: A great question. Again, I'll point to the slightly awkward timing but also to the Joint Statement on NORAD Modernization that the previous minister released with the Secretary of Defense back in August.

So we have done a considerable amount of coordination, both on the military side in Colorado Springs at the joint headquarters for NORAD where Canadians and Americans have been working on these questions for some time and trying to identify and basically figure out what the key challenges are from a security and threat perspective, what the gaps are and current capabilities and what the priorities are in terms of solutions. So lots of work has been going on.

I mentioned the Joint Statement on NORAD Modernization, which identifies those four key areas of priority for new investments, and among those, certainly the replacement of the capabilities currently provided by the North Warning System will be critical to that.

I won't get into details again until we have a clearer signal from government about exactly where we're heading on this, but what I would say is that we don't necessarily anticipate a one-for-one replacement of the North Warning System. We are facing new challenges across a number of domains. So what we would likely be looking at is a surveillance system of systems that incorporates various elements to provide adequate warning and tracking of aerospace threats to the continent.

The one last thing I would mention about the Joint Statement on NORAD Modernization is one of the key things that document does is define what we mean between us and the United States by NORAD modernization. We've come to an agreement between the two countries that we're not looking to open up and expand the missions that NORAD performs but rather to enhance the capabilities that each country has available to fulfill NORAD's current missions, which are aerospace warning and control and maritime warning. Thank you, Mr. Chair.

bonne, et l'entente de renouvellement des radars de détection dans le Nord seront signées bientôt? On sait que ce sont des milliards d'investissements qui y seront alloués.

Ma deuxième question est la suivante : s'il advenait un conflit entre le Canada et la Russie, est-ce que le Canada est préparé à gérer un tel conflit?

[*Traduction*]

Le président : La première question est sans contredit une question plus facile, je l'espère. Donc, qui veut aborder la question des radars?

M. Quinn : C'est une excellente question. Une fois de plus, je soulignerai qu'il s'agit d'une période quelque peu délicate, mais j'aimerais faire mention de la Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD que l'ancien ministre a publiée en août dernier avec le secrétaire à la Défense.

Donc, nous avons effectué un travail considérable de coordination, avec les deux armées à Colorado Springs, au quartier général interarmées du NORAD, où les Canadiens et les Américains étudient ces questions depuis un certain temps et tentent de cerner et de comprendre, en gros, les principaux défis à relever en matière de sécurité et de menaces, les lacunes et capacités actuelles ainsi que les priorités en matière de solutions. Il a donc beaucoup de travail en cours.

J'ai fait mention de la Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD, qui précise ces quatre domaines prioritaires en matière de nouveaux investissements; notamment, le remplacement des capacités actuellement offertes par le Système d'alerte du Nord sera essentiel à cet égard.

Je n'entrerai pas de nouveau dans les détails tant que le gouvernement ne nous aura pas indiqué plus clairement où nous nous dirigeons à ce sujet, mais je dirais que nous n'avons pas nécessairement besoin d'envisager un remplacement « un contre un » du Système d'alerte du Nord. Nous faisons face à de nouveaux défis dans un certain nombre de domaines. Donc, nous envisagerons probablement la mise en place d'un système de surveillance des systèmes qui intègre divers éléments permettant de fournir adéquatement des messages d'avertissement et de surveiller les menaces aérospatiales qui pèsent sur le continent.

La dernière chose que je mentionnerais au sujet de la Déclaration conjointe sur la modernisation du NORAD est que l'une des principales choses que fait le document, c'est de définir ce que signifie pour nous et les États-Unis la modernisation du NORAD. Nos deux pays sont parvenus à une entente selon laquelle nous cherchons non pas à élargir les missions qu'exécute le NORAD, mais à renforcer les capacités à la disposition de chaque pays pour remplir les missions actuelles du NORAD, qui sont la mission d'alerte et de contrôle aérospatial et d'alerte maritime. Merci, monsieur le président.

The Chair: Does anybody else want to expand on this in terms of the second part of the question on readiness for conflict?

MGen. Wright: Mr. Chair, I'll perhaps not respond directly to the question of whether we are ready, but I will point out we spoke earlier about the burgeoning relationship between China and Russia. Yes, there are many areas of convergence, but I would say there are also areas of divergence, and it is an unequal partnership. Russia is very much the junior partner, and that will be increasingly so over the coming years.

That is extremely different from our relationships. What I really want to drive home here is the importance of relationships with our allies with NORAD but also with NATO. Because an attack on a NATO country, such as Canada, would be an attack on NATO. This is really this strength of the rules-based international order and of the allies and partnerships which we have nurtured with our closest allies over the last decades.

Senator Dasko: I have a further question about the Arctic Council.

When I was a member of the Senate Special Committee on the Arctic, that was a couple of years ago, we had some witnesses who came and spoke very enthusiastically about the Arctic Council, its roles, its success and so on.

Other witnesses came to our committee to say that they were less enthusiastic, shall we say, about the council and its abilities and successes and so on and felt that a more muscular approach might be better.

So in the changing situation that we have now, my question is about the future roles of the Arctic Council. Can we still look to this council to achieve some of the outcomes that we did in the past? Or is it going to be a casualty of the new situation? Thank you.

Ms. Kutz: Perhaps I'll take that question. The wonderful thing about my work is that I often come across individuals who have deep roots in the region and deep background in institutions like the Arctic Council.

The council itself now being 25 years and forming from the Ottawa Declaration is unique in its formation of the Arctic states and six permanent participants representing Indigenous organizations across the circumpolar area.

Le président : Quelqu'un d'autre veut-il fournir des précisions quant à la deuxième partie de la question qui concerne l'état de préparation en vue de conflits?

Mgén Wright : Monsieur le président, je ne répondrai peut-être pas directement à la question de savoir si nous sommes prêts, mais je vais souligner que nous avons parlé plus tôt de la relation naissante entre la Chine et la Russie. Bien sûr, il existe de nombreux points de convergence, mais je dirais qu'il existe également des points de divergence, et il s'agit d'un partenariat asymétrique. La Russie est assurément un partenaire de second rôle, et cela sera de plus en plus le cas au cours des prochaines années.

C'est extrêmement différent de nos relations. Ce que je tiens réellement à faire valoir ici, c'est l'importance des relations avec nos alliés du NORAD, mais également avec l'OTAN, parce qu'une attaque contre un pays membre de l'OTAN, comme le Canada, serait une attaque contre l'OTAN. C'est bien là la force de l'ordre international fondé sur des règles et des partenariats que nous avons entretenus avec nos plus proches alliés au cours des dernières décennies.

La sénatrice Dasko : J'ai une autre question sur le Conseil de l'Arctique.

Quand j'étais membre du Comité sénatorial spécial sur l'Arctique, il y a quelques années, certains témoins sont venus nous parler avec beaucoup d'enthousiasme du Conseil de l'Arctique, de ses rôles, de ses réussites et ainsi de suite.

D'autres témoins se sont présentés devant notre comité pour dire qu'ils étaient moins enthousiastes, disons, au sujet du conseil, de ses capacités et de ses réussites, et cetera, et qu'ils estimaient qu'une approche plus musclée serait peut-être préférable.

Compte tenu de la situation changeante que nous connaissons actuellement, ma question porte sur les rôles futurs du Conseil de l'Arctique. Pouvons-nous encore compter sur ce conseil pour obtenir certains des résultats que nous avons obtenus dans le passé, ou est-ce que ce sera une victime de la nouvelle situation? Merci.

Mme Kutz : Je vais peut-être répondre à cette question. Ce qui est merveilleux dans mon travail, c'est que je rencontre souvent des personnes qui ont des racines profondes dans la région et de l'expérience dans des institutions comme le Conseil de l'Arctique.

Le conseil lui-même, qui a maintenant 25 ans et qui s'est formé depuis la Déclaration d'Ottawa, est unique en ce sens qu'il a formé des États de l'Arctique et six participants permanents représentant les organisations autochtones de la région circumpolaire.

What I would say to your question is to first point out that the council's mandate is to advance environmental protection and sustainable development and growth, that council deliberately excludes military and security cooperation. In effect, that one very element probably being a big element of its success over the years because it has enabled a level of cooperation without entering into other areas that can be more sensitive or controversial.

I would argue that the council has been highly productive over its 25 years, and I wish I could find a way to account for the relationships and the linkages that exist across communities, governments, Indigenous organizations that it's formed. It runs over 100 projects annually of some dimension of circumpolar in nature.

I think the impact and the need, given the current circumstance, that it pause its activities is really about taking a moment in a situation that is extraordinarily fluid. It is done with a view to taking a moment to see how the council can move forward in a healthy and strong way, all current circumstances taken under consideration. So on the first question, when we have more time, I would argue the council has been highly productive.

In answer to the second question, I think the emphasis of the states that have been involved in pausing the activities is really to focus on how to bring forward activities in light of the current circumstance in a way that won't adversely affect the council; it is to allow the cooperation among the seven states as much as possible.

Senator Dasko: Thank you.

[Translation]

Senator Boisvenu: My question is for Ms. Kutz. Is Russia part of the Arctic Council?

[English]

Ms. Kutz: Yes, Russia is a member of the Arctic Council. The council has eight member states, and by virtue of geographic location, Russia is a member.

The pause that I was speaking to a few minutes ago was the decision of the seven states — Canada, Denmark, Finland, Norway, Iceland, Sweden and the United States — to pause activities in light of Russia's actions and the impediments those actions pose to cooperating with Russia.

[Translation]

Senator Boisvenu: Are the Arctic Council member countries required to be transparent about their military resources engaged in the Arctic?

Je répondrais à votre question en soulignant tout d'abord que le mandat du conseil est de promouvoir la protection de l'environnement, le développement durable et la croissance, et que le conseil exclut délibérément la coopération militaire et la coopération en matière de sécurité. En effet, ce seul élément est probablement un aspect important de son succès au fil des ans, car il a permis un niveau de coopération sans entrer dans d'autres domaines qui peuvent être plus sensibles ou controversés.

Je dirais que le conseil a été très productif au cours de ses 25 années d'existence et j'aimerais pouvoir trouver un moyen de rendre compte des relations et des liens qui existent entre les collectivités, les gouvernements et les organisations autochtones qu'il a formés. Il mène chaque année plus de 100 projets qui ont une certaine dimension circumpolaire.

Je pense que les conséquences et la nécessité, compte tenu des circonstances actuelles, de suspendre ses activités, reviennent vraiment à prendre un moment dans une situation qui est extraordinairement fluide. Il s'agit de prendre un moment pour voir comment le conseil peut aller de l'avant d'une manière saine et forte, en prenant en considération toutes les circonstances actuelles. Donc, par rapport à la première question, lorsque nous aurons plus de temps, je dirais que le conseil a été très productif.

Pour répondre à la deuxième question, je pense que les États qui ont suspendu leurs activités mettent l'accent sur le fait de faire avancer les activités à la lumière des circonstances actuelles d'une manière qui n'aura pas d'incidence négative sur le conseil; il s'agit de permettre la coopération entre les sept États, autant que possible.

La sénatrice Dasko : Merci.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Ma question s'adresse à Mme Kutz. Est-ce que la Russie fait partie du Conseil de l'Arctique?

[Traduction]

Mme Kutz : Oui, la Russie est membre du Conseil de l'Arctique. Le conseil compte huit États membres et, en raison de sa situation géographique, la Russie en fait partie.

La suspension dont je parlais il y a quelques minutes était la décision des sept États — le Canada, le Danemark, la Finlande, la Norvège, l'Islande, la Suède et les États-Unis — de suspendre leurs activités à la lumière des actions de la Russie et des obstacles que ces actions posent à la coopération avec la Russie.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Est-ce que les pays membres du Conseil de l'Arctique ont une obligation de transparence quant à leurs ressources militaires qui sont engagées dans l'Arctique?

[English]

Ms. Kutz: Because the military is explicitly excluded from the mandate of the Arctic Council, that is not an issue that is discussed within the Arctic Council. It's explicitly excluded.

[Translation]

Senator Boisvenu: Thank you.

Senator Dagenais: I have a question for Mr. Quinn.

You'll correct me if I'm wrong, but on a political level, I think that you referred to an agreement between Prime Minister Trudeau and President Biden to take stronger action in the Arctic in February 2021. This was well before the Russian invasion of Ukraine. Was that agreement followed by some concrete changes in our military operations in the Arctic?

[English]

Mr. Quinn: Thank you for the question. The audio broke out a little bit, but I think I understood the question to be this: Were the Department of National Defence and the Canadian Armed Forces consulted in advance of the road map that was presented by President Biden and Prime Minister Trudeau? Can I just confirm that I have understood that correctly?

The Chair: Yes, that's the question.

Mr. Quinn: Thank you very much.

Yes, absolutely. We worked really closely with our colleagues in the Privy Council Office and Global Affairs Canada as preparations were under way for that first substantive meeting between the Prime Minister and President Biden. We provided input and were happy to see that input was reflected.

Our key interest in that statement was to make sure that the defence and security issues were captured in the statement, and we were really pleased with the way they were. The text on defence and security cooperation, NORAD modernization, and deepening collaboration on defence and security issues in the Arctic are obviously just a relatively small part of a much larger agreement and statement that relates to the bilateral relationship writ large, but we were certainly consulted on the defence and security aspects. Thank you.

The Chair: Thank you. Brigadier-General Godbout, did you want to respond?

[Traduction]

Mme Kutz : Étant donné que la dimension militaire est explicitement exclue du mandat du Conseil de l'Arctique, ce n'est pas une question dont on discute au sein du conseil. C'est explicitement exclu.

[Français]

Le sénateur Boisvenu : Merci.

Le sénateur Dagenais : J'aurais une question pour M. Quinn.

Vous me corrigerez si je me trompe, mais sur le plan politique, je pense que vous avez parlé d'un accord entre le premier ministre Trudeau et le président Biden pour renforcer nos actions en Arctique, en février 2021. C'était bien avant l'invasion russe en Ukraine. Est-ce que cet accord a été suivi de quelques changements concrets dans nos opérations militaires en ce qui concerne l'Arctique?

[Traduction]

M. Quinn : Je vous remercie de poser la question. La transmission audio s'est un peu interrompue, mais je pense avoir compris que la question est la suivante : le ministre de la Défense nationale et les Forces armées canadiennes ont-ils été consultés avant la présentation de la feuille de route par le président Biden et le premier ministre Trudeau? Puis-je simplement confirmer que j'ai bien compris?

Le président : Oui, c'est la question.

M. Quinn : Merci beaucoup.

Oui, absolument. Nous avons travaillé en très étroite collaboration avec nos collègues du Bureau du Conseil privé et d'Affaires mondiales Canada pendant les préparatifs de cette première rencontre importante entre le premier ministre et le président Biden. Nous avons apporté notre contribution et nous avons été heureux de voir qu'elle a été prise en considération.

Notre principal intérêt dans cette déclaration était de nous assurer que les questions de défense et de sécurité étaient prises en considération dans la déclaration, et nous avons été très satisfaits de voir comment cela s'est fait. Le texte sur la coopération en matière de défense et de sécurité, la modernisation du NORAD et l'approfondissement de la collaboration sur les questions de défense et de sécurité dans l'Arctique ne sont évidemment qu'une partie relativement modeste d'un accord et d'une déclaration beaucoup plus vastes qui concernent les relations bilatérales dans leur ensemble, mais nous avons certainement été consultés sur les aspects de défense et de sécurité. Merci.

Le président : Merci. Brigadier-général Godbout, voulez-vous répondre?

[Translation]

BGen. Godbout: From a concrete operations perspective, I wanted to emphasize that we encourage our allies and partners inside and outside the Arctic to participate in our combined activities, including Operation NANOOK.

The United States has regularly participated in Operation NANOOK, as have Belgium, Denmark, France, Finland, Norway and Sweden, and even Iceland.

In addition to Operation NANOOK, we have regularly participated with the United States and other military forces in Arctic operations and exercises that fall outside my mandate, for the Joint Task Force North. We've taken part in the Arctic Edge exercise, led by US Alaskan Command; the Joint Pacific Multinational Readiness Center, again led by the American army; the Arctic Eagle-Patriot exercise; the Ice Exercise; and NORAD's Operation Noble Defender.

This shows the regular and ongoing commitment of the United States and Canada to conduct operations and exercises in the Arctic.

Thank you, Mr. Chair.

Senator Dagenais: Mr. Godbout, you spoke about military operations in the Arctic with our allies. I was listening last week to the Minister of National Defence. She said that there are currently operations in the Arctic involving about 30,000 troops, including our allies. We're told that Canada has sent only 10 troops.

Are our troops busy with other operations or do we not have enough troops available? I must say that I was startled when I heard that 10 Canadian soldiers were deployed out of a total of 30,000 troops, including all our allies.

If you can't answer my question, could you find the information and send us a written response?

BGen. Godbout: I want to apologize again, because it's an exercise and I think that it's Cold Response. It's a NATO exercise conducted in Norway. About 30,000 people from all over Europe, the United States and Canada are participating in the exercise.

In terms of why our force generators sent only 10 people, I can't answer that. We can follow up on the question at National Defence headquarters to determine the level of demand for participation and whether there were any conflicts with other operations in demand. Thank you.

[Français]

Bgén Godbout : Du point de vue des opérations concrètes, je voulais souligner que nous encourageons nos alliés et partenaires de l'Arctique et en dehors de l'Arctique à participer à nos activités combinées, incluant l'opération Nanook.

Donc, les États-Unis ont participé régulièrement à l'opération Nanook, tout comme la Belgique, le Danemark, la France, la Finlande, la Norvège et la Suède, et même l'Islande.

Au-delà de l'opération NANOOK, nous avons participé régulièrement avec les États-Unis ainsi que d'autres forces militaires à des opérations et des exercices dans l'Arctique qui vont au-delà de mon mandat, pour la Force opérationnelle interarmées (Nord). Alors il y a l'exercice Arctic Edge, mené par le US Alaskan Command — je m'excuse, je vais utiliser les termes anglais parce que ce sont des noms américains —, il y a le Joint Pacific Multinational Readiness Center, encore là mené par l'armée américaine, l'exercice Arctic Eagle-Patriot, l'Ice Exercise, ainsi que l'opération Noble Defender du NORAD.

Alors, cela démontre l'engagement régulier et constant des États-Unis et du Canada pour mener des opérations et des exercices dans l'Arctique.

Merci, monsieur le président.

Le sénateur Dagenais : Monsieur Godbout, vous parlez d'opérations militaires en Arctique avec nos alliés. J'écoutais la semaine dernière la ministre de la Défense nationale qui disait qu'il y avait actuellement des opérations dans l'Arctique engageant la présence d'environ 30 000 militaires, incluant nos alliés. On dit que le Canada n'a envoyé que 10 militaires.

Est-ce parce que nos militaires sont occupés à d'autres opérations ou parce qu'on n'a pas les effectifs disponibles? Je dois dire que 10 soldats canadiens par rapport à des effectifs totaux de 30 000 militaires qui incluent l'ensemble de nos alliés, j'ai sursauté en entendant cela.

Si vous n'avez pas de réponse à ma question, pouvez-vous vous informer et nous l'envoyer par écrit?

Bgén Godbout : Premièrement, je tiens à m'excuser encore une fois, car c'est un exercice et je crois que c'est Cold Response. C'est un exercice de l'OTAN qui est mené en Norvège. Effectivement, environ 30 000 personnes y participent de toute l'Europe, des États-Unis et du Canada.

Quant à savoir pourquoi nos générateurs de force n'ont envoyé que 10 personnes, je ne peux pas répondre. On peut faire un suivi de la question au quartier général de la Défense nationale pour savoir quelle était la demande de participation et s'il y avait des conflits avec d'autres opérations en demande. Merci.

[English]

The Chair: Thank you. That actually brings us to the end of our time together this afternoon. I want to start by thanking my colleagues for insightful questions that, I think it's fair to say, brought the very best from our witnesses. To our witnesses, I want to say thank you for giving your time, expertise and judgment to us and to Canadians this afternoon. We're fortunate to have you working on our behalf, and Canadians are very fortunate to have you working on our behalf. Your jobs just got a whole lot tougher recently, so thank you. We may ask some of you to come back, but for the time being, we very much appreciate the time that you've spent with us today and your forthrightness in answering our questions. Best wishes to you in the work you do.

I'm going to ask my colleagues to remain for a very short second item on our agenda.

Thanks, everyone.

The item of business, as you know, which is the creation of the Subcommittee on Veterans Affairs, and we need to authorize the subcommittee to take on this work on behalf of the committee. We have two motions to be adopted. The first is to establish and empower the committee, and the second is to confer a mandate on it.

The first motion is that the Subcommittee on Veterans Affairs be established to study matters which may be referred to it by the committee and that the membership be as follows: the Honourable Senators Anderson, Boisvenu, M. Deacon, Richards, and Yussuff, three of whom shall constitute a quorum, and that the provisions of rule 12(5) for membership changes — shall I dispense with the balance of the motion, or would you like me to read it?

Senator Mercer: Dispense.

Senator Ravalia: Dispense.

The Chair: Is it agreed that the motion be approved? Do I see agreement?

Senator Mercer: Agreed.

The Chair: Let's move on to motion 2, which is to extend the order of reference given to SECD to the subcommittee, that the following order of reference adopted by the Senate on February 10, 2022, be delegated to the Subcommittee on Veterans Affairs, that the Standing Senate Committee on National Security and Defence be authorized to examine and report on — may I dispense, senators?

Senator Mercer: Dispense.

[Traduction]

Le président : Merci. Cela nous amène à la fin de notre temps ensemble cet après-midi. Je tiens d'abord à remercier mes collègues de leurs questions perspicaces qui, je pense qu'il est juste de le dire, ont amené nos témoins à donner le meilleur d'eux-mêmes. Je tiens à remercier nos témoins du temps et de l'expertise qu'ils nous ont accordés, à nous et aux Canadiens, et du jugement dont ils ont fait preuve, cet après-midi. Nous sommes chanceux que vous travailliez en notre nom, et les Canadiens sont très chanceux que vous travailliez en notre nom. Votre travail est devenu beaucoup plus difficile récemment, alors merci. Nous demanderons peut-être à certains d'entre vous de revenir, mais pour l'instant, nous sommes très reconnaissants du temps que vous avez passé avec nous aujourd'hui et de la franchise avec laquelle vous avez répondu à nos questions. Nous vous souhaitons bonne chance dans votre travail.

Je vais demander à mes collègues de rester pour un deuxième point très court de notre ordre du jour.

Merci à tous.

Le point à l'ordre du jour, comme vous le savez, est la création du Sous-comité des anciens combattants, et nous devons autoriser le sous-comité à prendre en charge ce travail au nom du comité. Nous avons deux motions à adopter. La première vise à établir et à habiliter le comité, et la deuxième, à lui conférer un mandat.

La première motion est que le Sous-comité des anciens combattants soit créé afin d'examiner les questions qui pourraient lui être renvoyées par le comité et qu'il soit composé des membres suivants : les honorables sénateurs Anderson, Boisvenu, M. Deacon, Richards et Yussuff, le quorum étant fixé à trois, et que les dispositions de l'article 12(5) du Règlement concernant les membres changent — me dispensez-vous du reste de la motion, ou voulez-vous que je la lise?

Le sénateur Mercer : Vous êtes dispensé.

Le sénateur Ravalia : Vous êtes dispensé.

Le président : Est-il convenu que la motion soit approuvée? Est-ce que je vois un accord?

Le sénateur Mercer : D'accord.

Le président : Passons à la deuxième motion, qui vise à étendre l'ordre de renvoi donné au SECD au sous-comité, que l'ordre de renvoi suivant, adopté par le Sénat le 10 février 2022, soit délégué au Sous-comité des anciens combattants, que le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense soit autorisé à examiner, en vue d'en faire rapport... me dispensez-vous, sénateurs?

Le sénateur Mercer : Vous êtes dispensé.

The Chair: Are we in agreement with the motion?

Thank you very much, everyone.

What a terrific start to our study. And thank all of you for your active participation and great questions.

(The committee adjourned.)

Le président : Êtes-vous en faveur de la motion?

Merci beaucoup à tous.

Quel excellent début pour notre étude. Et merci à vous tous pour votre participation active et vos excellentes questions.

(La séance est levée.)
